



**MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DES RESSOURCES NATURELLES ET DU
DEVELOPPEMENT RURAL**

(MARNDR)

**Rapport basé sur les résultats du sous-secteur de la protection zoo et phytosanitaire
Juillet 2012 - Juin 2013**

Septembre 2013

SOMMAIRE

SOMMAIRE	1
LISTE DES ACRONYMES	4
INTRODUCTION	5
1 - Contexte	5
2 - Méthodologie de la collecte des données et de la rédaction du rapport de performance ...	5
2.1 - Généralités	5
2.2 - Démarche pour la préparation du rapport.....	6
CHAPITRE 1 : LA SANTE ANIMALE	8
1 - Rappel des objectifs et de la stratégie de la politique sanitaire pour les services de santé animale	8
1.1 - L'objectif global de la DPSA	8
1.2 - Les objectifs spécifiques.....	8
1.3 - Amélioration de la capacité du MARNDR à piloter, contrôler, normaliser le sous-secteur, en accord avec les conventions internationales	10
1.4 - Système national d'épidémiologie animale fonctionnel.....	17
1.5 - Système de prophylaxie et DE lutte contre les maladies animales et les zoonoses efficace, efficient, durable.....	22
CHAPITRE 2 : LA PROTECTION DES VEGETAUX	29
1 - Rappel des objectifs et de la stratégie de la politique sanitaire pour les services de protection végétale	29
1.1 - L'objectif global	29
1.2 - Les objectifs spécifiques.....	29
2 - Les résultats	31
2.1 - Amélioration de la capacité du MARNDR à piloter, contrôler, normaliser le sous-secteur	31
2.2 - Un système d'épidémio-surveillance végétale amélioré	38
2.3 - Un système de protection plus efficace, plus efficient, plus durable	41

CHAPITRE 3 : LE LABORATOIRE VETERINAIRE, DE CONTROLE DES ALIMENTS ET DE LA QUARANTAINE DE TAMARINIER.....50

1 - Rappel des objectifs et de la stratégie de la politique sanitaire en ce qui concerne le Laboratoire Vétérinaire, de Contrôle des Aliments, de la Quarantaine de Tamarinier50

1.1 - L'objectif global50

1.2 - Les objectifs spécifiques.....50

2 - Les résultats51

2.1 - Système national de contrôle de qualité amélioré / niveau central.....51

2.2 - Système national de contrôle de qualité amélioré / niveau décentralisé56

CHAPITRE 4 : LA QUARANTAINE.....59

1 - Rappel des objectifs et de la stratégie de la politique sanitaire pour les services de santé animale59

1.1 - L'objectif global de la Quarantaine59

1.2 - Les objectifs spécifiques.....59

2 - Les résultats62

2.1 - Amélioration de la capacité du MARNDR à piloter, coordonner, normaliser et contrôler le sous-secteur62

2.2 - Service de contrôle et d'inspection aux frontières renforcé66

2.3 - Maintien de la clearance de l'USDA pour l'exportation des mangues vers les USA.....68

CHAPITRE 5 : RESSOURCES FINANCIERES70

1 - L'allocation des ressources.....70

1.1 - Les partenaires techniques et financiers aux différentes entités de la protection zoo et phytosanitaire70

1.2 - Les fonds génères71

2 - Ressources, emplois et écart.....73

2.1 - Second semestre 201273

.....73

2.2 - 1^{er} semestre 201375

3 - Commentaires77

3.1 - De la lourdeur des procédures administratives.....77

3.2 - Des difficultés de la programmation77

CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS	78
1 - Le niveau d'accès à l'information et aux données	78
2 - L'absence de comptabilité analytique coordonnée	78
3 - Les facteurs de retard dans le financement et l'exécution des activités.....	79

LISTE DES ACRONYMES

%	Pourcentage
AG	Assemblée Générale
ARCH	Animal relief coalition in Haïti
CICDA	Comité Interministériel de Contrôle des Denrées Alimentaires
CRH	Cochenille Rose de l'Hisbiscus
DDA	Direction Départementale Agricole
DEFI	Projet de Développement des Filières
DPSA	Direction de la Production et de la Sante Animale
DPV	Direction de la Protection des Végétaux
GSB	Gwoupman Sante Bet
GSBP	Gwoupman Sante Bet Plant
HA	Hectare
IICA	Institut Interaméricain de Coopération pour l'Agriculture
LVCQAT	Laboratoire vétérinaire et contrôle de qualité des aliments de tamarinier
MARNDR	Ministère de l'Agriculture des Ressources Naturelles et du Développement Rural
OIE	Organisation Mondiale de la Sante Animale
OMS	Organisation Mondiale de la Santé
ONG	Organisation Non Gouvernementale
OPS	Organisation Prestataire de Service
PIP	Programme d'Investissement Public
PP	Plan Programmatique
PPC	Peste Porcine Classique
RESEPAG	Projet de Renforcement des Services Publics Agricoles
TM	Tonne Métrique
TP	Trésor Public
UEP	Unité Etudes et Programmation

INTRODUCTION

1 - Contexte

En Haïti une grande partie de l'économie est soutenue par le secteur agricole, avec 1,2 millions d'hectares actuellement gérés par des petits producteurs à travers un système de production agricole de type familial.

On estime qu'il existe plus de 1 million de petites exploitations qui constitue la base de l'agriculture haïtienne. 60% de la population est rurale et 60% des aliments consommés sont importés. Cependant le faible niveau de performance du secteur est généralement lié aux problèmes sanitaires : manque de contrôle épidémiologique, de campagne régulière de prophylaxie et de suivi sanitaire, les pertes après récoltes élevées, l'insuffisance de normes et de système de contrôle de qualité, une politique budgétaire défavorable consacrant peu de ressources publiques au secteur agricole, Un manque d'articulation avec les autres actions des autres secteurs de l'Etat d'une part et du privé d'autre part.(Pvs IICA,2011). Aujourd'hui, on estime que d'une manière générale, il n'existe pas de sécurité sanitaire dans le secteur agricole.

Compte tenu d'une telle situation, toute tentative de relance de la production nationale peut être freinée par l'abondance des pestes agricoles, des maladies et par leurs effets négatifs sur la production agricole. Aussi l'amélioration de la capacité d'action des structures de protection sanitaire s'est révélée comme étant une nécessité de premier ordre. L'établissement des plans programmatiques avec une stratégie pour chacune des entités chargées de la protection sanitaire et d'un mécanisme de redditions des comptes sont un préalable à la (re)conduite d'une véritable stratégie de protection sanitaire végétale et animale afin d'assurer l'innocuité des aliments d'une part et de diminuer les pertes techniques et économiques.

2 - Méthodologie de la collecte des données et de la rédaction du rapport de performance

2.1 - GENERALITES

Le présent rapport couvre la période du 1^{er} juillet 2012 au 30 juin 2013 correspondant à 1 trimestre de l'année fiscale 2011 – 2012 et à 3 trimestres de l'année fiscale en cours. La méthodologie de rédaction du Rapport s'inscrit dans le cadre de processus de suivi-évaluation implémenté actuellement au sein du MARNDR par l'Unité Etude et Programmation. Il était prévu d'établir un rapport portant sur la période du 1^{er} juillet 2012 au 31 mars 2013 mais cela n'est guère possible compte tenu des modes de conception du plan programmatique (semestre de l'année civile) alors que l'année fiscale commence le 1^{er} octobre (semestres fiscaux 1^{er} octobre – 31 mars, 1^{er} avril – 30 septembre) d'une part, et de l'absence de processus de collecte de données consolidées d'autre part.

En outre, il convient de souligner que si l'introduction des problèmes programmatiques a souvent un effet structurant pour certaines entités en revanche pour d'autres l'outil n'a pas été utilisé.

Par ailleurs, l'approche basée sur une analyse des écarts entre les investissements et les activités inscrits dans les plans programmatiques 2012 – 2013, et les réalisations effectives selon la planification dans le sous-secteur de la sécurité sanitaire, pour la période considérée par le rapport **est nouvelle** au MARNDR.

Il s'agit d'un processus de reddition des comptes « innovant » pour le MARNDR et constitue en quelque sorte une démarche pilote dans le cadre de l'adoption de la gestion axée sur les résultats comme mode de gestion des politiques publiques dans le secteur agricole en Haïti.

Le présent rapport traite de manière distincte les 4 entités chargées de la sécurité sanitaire.

2.2 - DEMARCHE POUR LA PREPARATION DU RAPPORT

Le présent rapport a été préparé par la Direction de la Production et de la Santé Animale, par la Direction de la Protection des Végétaux, par la Direction de la Quarantaine, par la Direction du Laboratoire de Tamarinier avec l'appui et l'accompagnement de l'Unité Etudes et Programmation du MARNDR qui a mis à disposition 2 agents.

L'appui consistait non seulement **dans la définition d'un cadre méthodologique pour l'élaboration du rapport** mais également **dans l'engagement d'une dynamique globale au sein des directions pour associer le plus de cadres possibles à cet « exercice » de reddition des comptes**. Il s'agit d'une méthode davantage consultative plutôt que consultative, mais dont l'objectif était d'amener chacun à dire ce qui a été réalisé, dans quelles conditions afin de fournir des éléments propres à analyser les écarts éventuels.

La méthodologie d'élaboration du rapport se compose de quatre étapes :

- **ETAPE 1 :** Analyse des activités planifiées dans les plans programmatiques pour les années 2012 et 2013 ;
- **ETAPE 2 :** Consultation et entretien avec les Directeurs pour lancer le processus de rédaction du rapport. En général, des entretiens un peu plus poussés ont ensuite été conduits avec les Directeurs et leurs collaborateurs éventuels. Une participation au Séminaire d'Elaboration de la Stratégie Quinquennale pour la sécurité sanitaire en Haïti du 02 au 06 juin 2013 au Club Indigo.
- **ETAPE 3 :** Activités complémentaires de collecte de données et d'informations. La plupart des données sont éparpillées, non consolidées et la quasi totalité des données au niveau des résultats n'a pas été encore collectée. Néanmoins, un effort a été fait pour disposer d'informations les plus précises possibles et pour analyser les écarts entre le prévu et le réalisé. Par ailleurs, en ce qui concerne les données comptables, l'absence de données de comptabilité analytique calée sur les plans programmatiques rend difficile la restitution des informations comptables et financières. Il aurait été nécessaire d'y consacrer davantage de temps.
- **ETAPE 4 :** Rédaction du Rapport basé sur les résultats du sous-secteur de la protection zoo et phytosanitaire. L'exercice de rédaction du rapport est un exercice intéressant ayant permis

d'initier un processus de redevabilité. Jusqu'à présent, les rapports rédigés se résument le plus souvent à des rapports d'activités sans qu'il soit fait une analyse des écarts entre la valeur cible et la valeur réalisée pour chacun des résultats et des produits. Mais il a été nécessaire de compléter la collecte de données pour parvenir à ce rapport.

Chapitre 1 : La Santé Animale

1 - Rappel des objectifs et de la stratégie de la politique sanitaire pour les services de santé animale

1.1 - L'OBJECTIF GLOBAL DE LA DPSA

L'objectif global pour la politique sanitaire pour les services de santé animale vise à « *accroître les performances de la filière élevage par l'amélioration des services de santé animale et protéger la santé de la population à travers la sécurité sanitaire des produits animaux et la lutte contre les zoonoses* ».

Les résultats ultimes (impacts) attendus sont :

- La diminution ou la limitation des pertes techniques et économiques liées :
 - à la maladie de Teschen ;
 - à la maladie de la PPC ;
 - au charbon bactérien ;
 - à la maladie de Newcastle ;
 - à l'influenza aviaire ;
 - aux parasitoses.

- La diminution des pertes en vies humaines liées aux zoonoses.

La diminution des pertes techniques et économiques liées à la maladie de Teschen, à la maladie de la PPC est mesurée par le manque à gagner à savoir le rendement de carcasse. Il serait plus aisé d'estimer les pertes techniques par la taille du cheptel.

La diminution des pertes techniques et économiques liées à la maladie de Newcastle, l'influenza aviaire est mesurée par le manque à gagner.

La diminution des pertes techniques et économiques liées au charbon bactérien et aux parasitoses est mesuré par le manque à gagner à savoir le rendement de carcasse et le volume de production de lait.

La diminution des pertes en vies humaines liées aux zoonoses est notamment mesurée à travers la mesure du nombre de cas notifiés de décès liés à la rage. **Au cours du premier semestre 2013, il y a eu 2 cas de morts humaines confirmées par le laboratoire.**

1.2 - LES OBJECTIFS SPÉCIFIQUES

Les objectifs spécifiques sont :

Elaborer et mettre en œuvre une politique et une législation de santé animale et de santé publique conforme aux besoins du pays et aux exigences des institutions internationales compétentes en la matière ;

- *Garder les animaux en bonne santé et assurer leur bien-être ;*
- *Mettre la santé animale au service de la santé publique (sécurité sanitaire de l'alimentation, lutte contre les zoonoses).*

Les résultats attendus de la mise en œuvre de la stratégie de santé animale sont :

- *La diminution de la prévalence de la maladie de Teschen ;*
- *Le maintien stable de la prévalence de la PPC ;*
- *La diminution de la prévalence de la maladie de NewCastle ;*
- *La diminution de la morbidité des gros et petits ruminants et des équins liée au charbon bactérien ;*
- *La prévention contre la dissémination de la grippe aviaire en cas d'introduction*
- *La diminution de infestation du bétail par des parasites.*

Ces résultats seront mesurés à l'aide des indicateurs suivants :

- Taux de mortalité dû à la maladie de Teschen ;
- Taux de mortalité dû à la PPC ;
- Taux de mortalité dû à la maladie de NewCastle ;
- Taux de morbidité dû au charbon bactérien ;
- % d'analyses de laboratoire négatives pour la grippe aviaire ;
- Taux de mortalité lié à la grippe aviaire ;
- % d'analyses de laboratoire négatives liées aux parasitoses du bétail.

Tableau 1 : Indicateurs de résultats

Indicateurs	2nd Semestre 2012				1er semestre 2013		
	Valeur de référence	Cible	Valeur atteinte	Ecart	Cible	Valeur atteinte	Ecart
Taux de mortalité due à la maladie de Teschen	25%	15%	-	-	15%	-	-
Taux de mortalité due à la PPC	25%	15%	-	-	2%	-	-
Taux de mortalité due à la maladie de NewCastle	30%	15%	-	-	15%	-	-
Taux de morbidité due au charbon bactérien	20%	15%			15%	-	-
% d'analyses de laboratoire négatives pour la grippe aviaire hautement pathogène	100%	100%	100%	0	100%	100%	0
Taux de mortalité lié à la grippe aviaire	0%	0%	-	-	0%	-	-
% d'analyses de laboratoire positives liées aux parasitoses du bétail (voir Laboratoire)	30%	10%	60%	+ 50%	10%	ND	ND

Aucune collecte de données n'a été réalisée concernant des indicateurs. Il n'y a pas eu d'études depuis 2009. On peut estimer qu'il y a une baisse du taux de mortalité pour la maladie de Teschen considérant qu'il existe un processus d'auto-immunisation. L'essai vaccinal de 2012 sur

12 000 têtes a contribué à renforcer la protection des animaux et à avoir davantage d'animaux immunisés.

La baisse de la couverture vaccinale des porcs par rapport à la PPC due à une baisse de la motivation des éleveurs en raison de l'augmentation de la prévalence de Teschen fait que les estimations portant sur les taux de prévalence de la PPC ont tendance à augmenter d'autant plus qu'il n'existe pas encore de suivi systématique de l'analyse de cas de mortalité.

Concernant le charbon bactérien, la tendance est à la baisse notamment en raison de la vaccination en continu et du processus d'identification du bétail.

Concernant les taux d'analyses positives liées aux parasitoses du bétail, l'effort consenti pour augmenter la disponibilité des antiparasitaires au niveau des directions départementales devrait contribuer à diminuer la prévalence des parasitoses du bétail. Mais la qualité des données ne permet pas d'assurer une fiabilité à celle-ci. L'écart n'a pas de signification.

Concernant «le % d'analyses de laboratoire négatives pour la grippe aviaire hautement pathogène», il convient de s'interroger sur la pertinence de l'indicateur. En effet, il existe 2 sortes d'enquêtes épidémiologiques :

- Les enquêtes épimodiotéchniques pour la grippe aviaire hautement pathogène (surveillance du cheptel – avec analyse des signes cliniques sans même avoir recours au laboratoire). Dans certains cas, même s'il n'y a pas d'analyses de laboratoires négatives, il y a des observations cliniques sur le terrain permettant de savoir si le cheptel est contaminé.
- Les enquêtes épidémiologiques avec le recueil d'échantillons mais celles-ci ne sont parfois pas réalisables notamment en raison du fait qu'il y a un manque chronique de réactifs au Laboratoire.

Concernant les parasitoses, l'indicateur pourrait être notamment changé par le «*Nombre d'animaux traité*» serait un meilleur indicateur. Cela donnerait une meilleure information concernant les actions entreprises pour le déparasitage des animaux d'autant plus que l'ensemble du cheptel en Haïti est contaminé. Par ailleurs, il convient de remarquer que l'évolution d'une maladie parasitaire se fait de manière insidieuse et les pertes techniques sont essentiellement des pertes indirectes notamment dues retard de croissance.

1.3 - AMELIORATION DE LA CAPACITE DU MARNDR A PILOTER, CONTROLER, NORMALISER LE SOUS-SECTEUR, EN ACCORD AVEC LES CONVENTIONS INTERNATIONALES

131- Le niveau d'atteinte du résultat intermédiaire

Le résultat « *amélioration de la capacité du MARNDR à piloter, contrôler, normaliser le sous-secteur en accord avec les conventions internationales* » sera mesuré à l'aide de l'indicateur « analyse des écarts/OIE¹ ».

Les recommandations du rapport du mois de février 2012 sur l'analyse des écarts de l'OIE étaient les suivantes :

- *Assurer la supervision des agents de terrain par les vétérinaires des DDAs pour toutes les activités en lien avec les programmes de lutte et d'éradication de maladies animales,*
- *Elaborer un plan de recrutement avec des fiches de poste nominatives ;*
- *Développer un système de gestion de l'information sanitaire et assurer que l'information reste accessible ;*
- *Créer une plateforme de consultation et de discussions entre les autorités, les autres services impliqués, les privés, associations des secteurs de l'élevage et de la transformation.*²

La mission de l'OIE a effectué une mission de diagnostic en octobre 2011, en février 2012, une mission d'analyse des écarts et enfin une dernière d'appui à la législation vétérinaire en février 2012. Le suivi des recommandations est assuré par le gouvernement. Des changements ont été obtenus particulièrement en ce qui concerne :

- Le renforcement de la force technique vétérinaire à travers la présence de la mission vétérinaire cubaine dont 17 médecins vétérinaires et 1 agronome ;
- L'élaboration d'un modèle d'organisation des services vétérinaires sur la base des recommandations de l'OIE ;
- La mise en place d'un embryon d'un système d'informations sanitaires.

¹ **L'Outil d'analyse des écarts PVS** (« outil de prescription ») assure une estimation quantitative des besoins et des priorités. Cette phase repose sur les résultats de l'évaluation externe et indépendante des Services vétérinaires, effectuée à l'aide de l'Outil PVS de l'OIE. Une série de conditions et facteurs nationaux doit être prise en compte lors du passage de l'évaluation qualitative (rapport PVS) à l'évaluation quantitative des besoins et des priorités (rapport d'analyse des écarts PVS).

Une mission d'analyse des écarts PVS facilite la définition des objectifs des Services vétérinaires d'un pays par rapport aux normes internationales de l'OIE sur la qualité des Services vétérinaires, sachant que ces objectifs doivent être correctement adaptés aux contraintes et aux priorités nationales. Le rapport d'analyse des écarts PVS inclut un budget indicatif annuel et, s'il y a lieu, un budget exceptionnel (pour les investissements particuliers), avec une consolidation permettant de proposer un budget indicatif sur 5 ans pour les Services vétérinaires.

La programmation détaillée faisant suite à cette analyse ne peut pas intervenir avant que les autorités politiques et les partenaires financiers aient approuvé l'analyse et pris tous les aspects en compte. Sa mise en œuvre ne relève donc pas de la responsabilité de l'OIE. Les résultats de l'analyse des écarts PVS peuvent être utilisés par les autorités du pays et les financeurs potentiels pour préparer des programmes d'investissement spécifiques.

Les informations de base et les résultats escomptés sont exposés dans l'Outil PVS de l'OIE (stades d'avancement des compétences PVS critiques). Ces éléments facilitent le suivi de l'analyse des écarts PVS lors des missions régulières de suivi du processus PVS.

² OIE Analyse des écarts PVS 2012, février 2012

132 - Activités et produits

Tableau 2 : Indicateurs pour les produits liés au résultat intermédiaire à « Amélioration de la capacité du MARNDR à piloter, contrôler, normaliser le sous-secteur, en accord avec les conventions internationales »

Indicateurs	Situation de référence	2 ^e Semestre 2012			1 ^{er} Semestre 2013		
		Valeur cible	Valeur réalisée	Ecart	Valeur Cible	Valeur Réalisée	Ecart
Bureau central renforcé	0	1	0	- 1	1	0	- 1
Nombre de cellules SA par DDA	2	5	5	0	3	3	0
Existence d'une base de données mise à jour régulièrement	0	1	0	-1	1	0	-1
Enquête sur taux de prévalence, morbidité, mortalité et pertes techniques et économiques liés à TESCHEN ³	0	1	0	-4	3	0	-3
Enquête sur taux de prévalence, morbidité, mortalité et pertes techniques et économiques liés à PPC	0	1	0	- 1	1	0	- 1
Enquête sur taux de prévalence, morbidité, mortalité et pertes techniques et économiques liés au CHARBON	0	1	0	- 1	1	0	-1
Enquête sur taux de prévalence, morbidité, mortalité et pertes techniques et économiques liés à NEWCASTLE	0	1	0	- 1	1	0	- 1
Enquête sur taux de prévalence, morbidité, mortalité et pertes	0	1	0	- 1	1	0	- 1

³ Il y a des travaux d'enquêtes qui ont été réalisés et qui permettraient de relever les observations cliniques mais ces travaux n'ont pu être confirmés par le laboratoire pour les raisons évoquées ci-avant.

techniques et économiques liés à PARASITOSEs							
Autres enquêtes sur autres maladies si nécessaire	0	0	0	0	0	0	0
Nombre de lois, règlements, etc.)	0	1	0	-1	1	0	-1
Nbre de réunions /année)	2	1	2	+1	1	2	+3
Existence d'une Stratégie Quinquennale pour la santé animale et la sécurité sanitaire basée sur analyse des écarts PVS/OIE	0	0	0	0	1	0	- 1
Existence d'un Plan programmatique quinquennal basé sur la stratégie quinquennale pour la santé animale et la sécurité sanitaire	0	0	0	0	1	0	- 1

Tableau 3 : Synthèse du niveau de réalisation des produits

Activités	Réalisation au 30 juin 2013	Niveau de réalisation
Le renforcement du bureau central (infrastructures, équipements, RH)	Activité partiellement réalisée, seules les recrutements ont été réalisés ainsi que l'acquisition de quelques matériels informatiques.	30%
Le renforcement des DDAS	Activité réalisée en ce qui concerne le recrutement de personnel additionnel dans les DDAS, en revanche, il n'y a pas d'achat de nouveau matériel roulant.	50%
La conception et la mise à jour d'une base de données générées à partir du système d'épidémiosurveillance et des programmes de prophylaxie	Activité non achevée. A relancer	10%
La réalisation d'enquêtes sur les taux de prévalence, la morbidité, la mortalité et les pertes techniques et économiques	Activité non achevée pour les raisons déjà évoquées voir note (3)	40%
L'amélioration du cadre légal et réglementaire relatif à la santé animale, la santé publique vétérinaire et la mise en conformité aux normes internationales	Activité terminée. Mais le consultant de l'OIE et la DPSA doivent fournir un document mieux appropriable pour le Parlement.	85%
La participation des Services Vétérinaires aux réunions du Codex, de l'OIE, du CARIBVET et sur l'accord personnel.	Activité réalisée	100%
L'élaboration de la stratégie Quinquennale pour la santé animale et la sécurité sanitaire basée sur analyse des écarts PVS/OIE et du Plan programmatique quinquennal basé sur la stratégie quinquennale pour la santé animale et la sécurité sanitaire	Le consultant a tenu 2 ateliers, l'atelier final aura lieu en juillet 2013 assorti de la remise des rapports portant sur la Stratégie Quinquennale et le Plan Quinquennal.	75%

a - Le renforcement du bureau central renforcé (infrastructures, équipements, RH)

Les activités prévues sur le 2nd semestre 2012 ont été reportées sur l'exercice fiscal 2012 – 2013. C'est ainsi qu'une requête a été formulée auprès du programme DEFI en février 2013 pour la construction d'une extension du local de la DPSA, un avis de non-objection a été donné par la BID. Jusqu'à présent la coordination du programme DEFI n'a pas donné suite. Les activités de formation du personnel n'ont pas non plus été réalisées.

Néanmoins, le bureau central a été renforcé en ressources humaines et en matériel informatique :

- **1** vétérinaire a été recruté et financé sur fonds RESEPAG,
- **1** comptable a été recruté et financé sur fonds RESEPAG,
- **4** ordinateurs portables acquis avec les fonds du Trésor Public,
- **2** médecins vétérinaires cubains (les autres médecins sont sur le terrain et **4** au laboratoire).

Le fonctionnement du bureau central est assuré avec les Fonds du Trésor Public.

b - Le renforcement des DDAs

Il y a eu **5** nouveaux médecins vétérinaires recrutés pour être mis à disposition dans les DDAS : **3** vétérinaires ont été financés par le programme DEFI et 2 par le Trésor Public et 6 techniciens vétérinaires. A ce jour, il existe une présence de la DPSA dans toutes les DDA et sous DDAS. Ils sont dotés de matériel roulant (moto) et équipés d'ordinateurs. La prochaine étape serait l'acquisition de véhicules afin d'améliorer les capacités d'intervention des cellules de santé animales notamment pour les campagnes de vaccination.

c - La conception et la mise à jour d'une base de données générées à partir du système d'épidémiosurveillance et des programmes de prophylaxie

Cette activité n'a pas été encore réalisée. Les données sont collectées et stockées. Mais celles-ci ne sont pas ordonnées sous la forme d'une base de données permettant une analyse et une exploitation des données, ainsi qu'une mise à jour régulière.

Un travail avait été commencé mais non terminé en raison d'une absence de fonds. La DPASA va faire un effort pour définir un cahier des charges définissant les besoins de la Direction en termes d'outils de collecte et d'analyse de données. Des solutions simples pourraient être envisagées en utilisant les ressources disponibles sur la plateforme interactive du MARNDR.

d - La réalisation d'enquêtes sur les taux de prévalence, la morbidité, la mortalité et les pertes techniques et économiques

Il n'y a pas eu d'enquêtes réalisées, celles-ci ont été reportées dans l'exercice suivant et inscrites dans le plan programmatique de l'UEP pour la maladie de Teschen et la peste porcine. La priorité actuelle est de mener les études sur les pertes techniques et économiques. Il convient de souligner que la non réalisation des enquêtes est aussi due à la non disponibilité du laboratoire en raison des réparations physiques du bâtiment suite au séisme du 12 janvier 2010, et à l'absence de réactifs.

Une enquête pilote sur le diagnostic de la rage été réalisée dans les communes de Carrefour-Feuilles et de Pétionville en coopération avec le CDC d'Atlanta. Cette coopération a permis au laboratoire de devenir pleinement opérationnel en termes de diagnostic de la rage (achat d'un microscope à fluorescence – possibilité pour le laboratoire de faire un test d'immunofluorescence – test reconnu par l'OIE). La DPASA a choisi un technicien vétérinaire pour travailler à plein temps avec l'équipe du CDC dans la collecte des échantillons.

Une étude sommaire a été également réalisée sur la maladie de Teschen dans les départements du Sud-Est, Ouest Léogane, Haut Artibonite, Bas Artibonite, Haut Plateau Central. Cette étude avait pour objectif d'évaluer l'efficacité du vaccin de Teschen développé par un laboratoire avec l'appui de l'USDA. Les résultats de la précédente étude portant sur la période 2009 – 2012 ont été publiés et présentés au Costa Rica. Ce travail s'inscrit dans le cadre du projet VEP – Vétérinaires Epidémiologistes, Les paraépidémiologistes sont financés par l'USDA et l'IICA.

Des investigations ont été conduites dans le cadre d'épidémies sur la maladie du charbon dans les Nippes et Petit-Goave (10^{ème} Les Palmes). Cette étude a permis de détecter une quinzaine de foyers et de constater 3 cas de mortalité humaine. **Mais il ne s'agit pas d'une étude épidémiologique** de même que pour la rage dans la commune de Jean-Rabel (juin 2013).

e - La mise en œuvre du système d'identification des bovins et d'inspection sanitaire (activité non programmée)

Des formations pour les agents poseurs c'est-à-dire les agents appelés à poser les boucles pour l'identification du bétail) et des formations pour les agents appelés à réaliser l'inspection vétérinaire ont été réalisées. **20 agents poseurs** ont été formés et **16** ont été formés en tant qu'**agents chargés de l'inspection vétérinaire**.

Cette activité de formation est un préalable à la pose des boucles dont une partie est financée sur les fonds de RESEPAG et l'autre sur les fonds de DEFI. Un projet pilote pour l'identification du bétail a été lancé auprès de la commune de Limonade à partir du 06 février 2011 ainsi qu'une campagne de vaccination et d'identification à partir du 25 juin.

f - L'amélioration du cadre légal et réglementaire relatif à la santé animale, la santé publique vétérinaire et la mise en conformité aux normes internationales

En février 2012, une mission d'appui à la législation vétérinaire a été organisée par l'OIE sur financement de DEFI. La DPSA avait profité pour élaborer quelques mois après un avant projet de code de la santé animale et de la santé publique vétérinaires. Le consultant a travaillé avec les juristes du MARNDR et le personnel technique de la DPSA. Le travail n'est pas achevé, mais la DPSA dispose aujourd'hui d'un document de travail à parfaire.

Le MARNDR réalise actuellement les démarches pour signer une convention avec l'OIE pour que celle-ci l'accompagne dans le processus de finalisation du projet de code. Un projet de code prêt à être déposé au Parlement devrait être disponible d'ici le 31 décembre 2013.

g - Participation des Services Vétérinaires aux réunions du Codex, de l'OIE, du CARIBVET et sur l'accord personnel

La DPSA devait participer à une série de réunions au sein de la CARIBVET avec un financement du programme DEFI. La non-objection tardive de la BID n'a pas permis aux cadres du MARNDR de participer à la dernière réunion à Sainte Lucie en mai 2013. Cette non-participation n'a pas permis aux services vétérinaires du MARNDR de présenter leurs communications sur l'évolution de la PPC et de la maladie de Teschen comme prévu dans l'Agenda de la rencontre.

Les cadres du MARNDR ont participé à **2 réunions du CODEX** et à **1 réunion de l'OIE**. Cette dernière était statutaire financée par DEFI, les **2** autres par le Trésor Public.

h - L'élaboration de la stratégie Quinquennale pour la santé animale et la sécurité sanitaire basée sur analyse des écarts PVS/OIE et du Plan programmatique quinquennal basé sur la stratégie quinquennale pour la santé animale et la sécurité sanitaire

L'élaboration de la Stratégie Quinquennale pour la santé animale et la sécurité sanitaire est en cours d'élaboration. 2 Ateliers ont été réalisés : le premier s'est tenu le 15 avril 2013 dans les locaux du MARNDR et le second au Club Indigo du 02 au 07 juin 2013.

Le premier atelier avait pour thème « need to modernize the agriculture health and food safety systems » et le second atelier avait pour objectif de déterminer les lignes directrices de la Stratégie Quinquennale.

Un prochain atelier est prévu **le 22 juillet prochain 2013**.

1.4 - SYSTEME NATIONAL D'EPIDEMIOLOGIE ANIMALE FONCTIONNEL

141 - Le niveau d'atteinte du résultat intermédiaire

Le résultat intermédiaire « *système national d'épidémiologie animal fonctionnel* » sera mesuré à l'aide de l'indicateur **analyse des écarts de l'OIE**.

Les recommandations du rapport du mois de février 2012 sur l'analyse des écarts de l'OIE étaient les suivantes :

- *Elaborer un plan de formation continue des vétérinaires, et des paraprofessionnels vétérinaires,*
- *Renforcer la surveillance des maladies pour réduire leur impact sur la productivité du cheptel et la santé humaine,*
- *Créer une plateforme de consultation et de discussions entre les autorités, les autres services impliqués, les privés, associations des secteurs de l'élevage et de la transformation,*
- *Mettre en place un système national d'identification animale.*

L'OIE n'a pas à réaliser des missions de suivi, mais le suivi a été réalisé par le programme DEFI MARNDR. Et il convient de noter également les trois ateliers pour la création de l'UPS s'inscrivent dans ce processus de suivi.

142 - Activités et produits

Tableau 4 : Indicateurs pour les produits liés au résultat intermédiaire « un système national d'épidémiologie animal fonctionnel »

Indicateurs	2 ^e Semestre 2012			1 ^{er} Semestre 2013			
	Situation de référence	Valeur cible	Valeur réalisée	Ecart	Valeur Cible	Valeur Réalisée	Ecart
Nbre d'agents vétérinaires formés	634	200	45	-155	200	0	- 200
Nbre de GSB fonctionnels	420	500	432	432	500	18	450
Nbre de fédérations communales de GSB fonctionnelles	80	100	84	16	100	92	- 8
Nbre de comités communaux de vaccination fonctionnels	0	100	-	-	100	-	-
Nbre de fédérations départementales de GSB fonctionnelles	4	6	0	0	8	0	- 8
Réseau de terrain constitué (1 réunion par trimestre par département)	0	1	0	- 1	2	0	- 2
Nbre d'échantillons (collectés sur le terrain) analysés	6 500 (base annuelle)	5 000	1055	- 3945	5 000	1000	- 4000
Nbre de bulletins d'information préparés et diffusés	0	N/A	0		N/A	0	0

Tableau 5 : Synthèse du niveau de réalisation des produits

Activités	Réalisation au 30 juin 2013	Niveau de réalisation
La formation d'agents vétérinaires avec diplômes	45 agents vétérinaires ont été diplômés	25%
La structuration des GSB, des fédérations communales de GSB, des fédérations départementales de GSB	30 nouveaux GSB sont fonctionnels. Par contre, les autres modes de structuration n'ont guère évolué au cours de la période.	7%

La structuration des comités communaux de vaccination	N/A	N/A
La constitution d'un réseau de terrain	Activité partiellement réalisée, seule l'acquisition de	10%
L'analyse des échantillons collectés sur le terrain	Les échantillons sont collectés par la DPSA mais l'absence de réactifs ne permet pas de faire des analyses. En l'absence de résultats, il y a une résistance à renouveler les prélèvements.	30%
La préparation et la diffusion de bulletins d'informations	Activité non réalisée	0%

a - La formation d'agents vétérinaires avec diplômes

45 agents vétérinaires ont été formés sur la période considérée : **12** à Léogâne (pour le compte d'ITECA) et **33** à Croix des Bouquets. Ils ont tous eu un diplôme. Au cours 1^{er} semestre 2013, **60** nouveaux agents sont également entrés en formation : formation assurée par les services vétérinaires de la DDAO. A noter, ces stagiaires coparticipent au coût de la formation prise en charge du logement et de l'hébergement.

Une prochaine formation est prévue à Port de Paix pour **60 agents vétérinaires**. Les écarts s'expliquent notamment par le manque de ressources humaines et leur dispersion sur de nombreuses tâches.

Le service « formation et information » de la DPSA a recours aux cadres des autres services pour compléter le personnel nécessaire aux formations.

b - La structuration des GSB, des fédérations communales de GSB, des fédérations départementales de GSB

GSB fonctionnel est un GSB qui se réunit actuellement et est disponible pour aider à l'accomplissement des tâches liées à la santé animale sur le terrain. A ce jour, la DPSA dispose d'un réseau de 500 GSB fonctionnels (1 à 2 par sections communales). La valeur de référence ne semble pas avoir fournie avec précision.

Le renforcement des GSB se concentre essentiellement sur des sessions de formations, sensibilisation et motivation.

Les GSB sont structurés en fédérations communales, puis en fédérations départementales. L'objectif est de disposer d'une fédération nationale prochainement. La première fédération départementale était dans le Nord Ouest, une seconde au niveau du Plateau Centrale. Les fédérations départementales ont été dotées de moto, de médicaments vétérinaires.

Les premiers obstacles à la création des fédérations sont des difficultés liées au terrain. Il y a des départements tel que la Grande Anse où les coordonnateurs rencontrent plus de difficultés pour

réaliser leurs activités notamment de sensibilisation. Par ailleurs, les coordonnateurs de terrain ne dépendent pas administrativement de la DPSA mais de la DDA.

c - La structuration des comités communaux de vaccination

Les comités communaux de vaccination initiés par le Secrétaire d'Etat à la Production Animale ne s'inscrivent pas dans le dispositif de suivi sanitaire de la DPSA. Il y a une forme de redondance avec les GSB déjà existants. Par ailleurs malgré tout liés avec les entités administratives (CASEC...), le travail des comités communaux de vaccination se trouve confronté aux lourdeurs et aux pratiques habituelles (attribution de frais non justifiés...).

d - La constitution d'un réseau de terrain

Des ONGs paient la DPSA pour la formation d'agents vétérinaires (voir ci-dessus). Malgré la difficulté à comprendre les ONGs dans leur démarche, il y a malgré tout une amélioration des liens de partenariat avec les ONG sur le terrain.

Les postes de contrôle du mouvement interne des animaux ne sont toujours pas effectifs. Quant à la promotion de l'élevage en confinement n'a été approchée que pour la filière avicole. Dans différentes DDAs des cages contenant des volailles ont été disposées dans les DDAs. Mais le véritable problème au développement de l'approche réside dans l'augmentation exagérée du coût de l'alimentation.

e - L'analyse des échantillons collectés sur le terrain

Du matériel nécessaire à la collecte et au conditionnement d'échantillons a été acquis sur les financements du programme DEFI. Le nombre d'échantillons demeure très faible surtout en raison du manque de motivations des cadres sur le terrain. La majorité des départements n'est active que dès qu'il y a une épidémie. La collecte en continu et la mise en œuvre d'une surveillance active demeure problématique.

f - La préparation et la diffusion de bulletins d'informations

Il n'y a eu de préparation, ni de diffusions de bulletins d'informations. C'est une activité à relancer.

1.5 - SYSTEME DE PROPHYLAXIE ET DE LUTTE CONTRE LES MALADIES ANIMALES ET LES ZONOSES EFFICACE, EFFICIENT, DURABLE

151 - Le niveau d'atteinte du résultat intermédiaire

Le résultat intermédiaire « le système de prophylaxie et de lutte contre les maladies animales et les zoonoses efficace, efficient et durable » est mesuré à l'aide des indicateurs suivants :

- *Le ratio : animaux vaccinés / nb de vaccins achetés ;*
- *Le nombre de jours de réaction entre une notification et l'action ;*
- *Le nombre de jours pour justifier les dépenses ;*
- *Le coût moyen de la vaccination / unité de bétail ou de volaille ;*
- *Le montant moyen du recouvrement de coût (fonds générés) / porc vacciné contre PPC ;*
- *Le montant moyen du recouvrement de coût (fonds générés) / bétail vacciné contre charbon ;*
- *Le montant moyen du recouvrement de coût (fonds générés) / volaille vaccinée contre Newcastle ;*
- *Le nombre de GSB ayant dirigé la préparation de la campagne de vaccination.*

Tableau 6 : Indicateurs de résultats intermédiaires concernant le système de prophylaxie et de lutte contre les maladies animales et les zoonoses

Indicateurs	2 ^e Semestre 2012				1 ^{er} Semestre 2013		
	Situation de référence	Valeur cible	Valeur réalisée	Ecart	Valeur Cible	Valeur Réalisée	Ecart
Ratio d'animaux vaccinés/Nbre de vaccins achetés ⁴	0,76	0,80	0,80	0	0,80	0,80	0
Nbre de jrs de réaction entre une notification et l'action	10	5	3 ⁵	2	5	3	2
Nombre de jours de réaction pour la justification des dépenses	> 120	60	En moyenne 45 et 60 jours	+ 15	60	En moyenne 45 et 60 jours	+ 15
Cout moyen de la vaccination/unité de bétail ou de volaille ⁶	0,62	0,50	0,70	+ 0,2	0,50	0,70	+ 0,2

⁴ Le ratio sera calculé sur la base: [nombre total d'animaux vaccinés entre juillet 2012 et décembre 2013] / [nombre total de vaccins achetés au cours du 2e semestre 2012 + stocks existants au début du 2e semestre 2012]

⁵ Selon les procédures de la DPSA, l'agent chargé du suivi doit être présent dans les 3 jours suivants la notification.

⁶ Définir des cibles en matière de coût moyen de vaccination / animal ainsi que de niveau de recouvrement des coûts exige des études et stratégies spécifiques qui ne seront pas disponibles avant 2013 (cost efficiency, analyse de la capacité et de la volonté des usagers à payer pour des services publics)

Montant moyen du recouvrement de coût (fonds générés) / porc vacciné contre PPC	0,50	0,60	0,40	- 0,1	0,60	0,40	- 0,2
Montant moyen du recouvrement de coût (fonds générés) / bétail vacciné contre charbon	0,50	0,60	0,40	- 0,1	0,60	0,40	- 0,2
Montant moyen du recouvrement de coût (fonds générés) / volaille vaccinée contre Newcastle	0,10	0,40	0,15	- 0,25	0,40	0,15	-0,25
Nombre de GSB ayant dirigé la préparation de la campagne de vaccination	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%

Le nombre de jours de réaction entre une notification et l'action est de 3 jours en moyenne. Le manuel de procédures indique que la réaction c'est-à-dire entre la descente sur le terrain et la notification est de 5 jours. En général, les services vétérinaires chargés du suivi sont sur place pour évaluer la situation dans les 72 heures.

La diminution du montant du recouvrement des coûts est principalement due à des facteurs externes à la DPSA tels que l'augmentation des prix des carburants. Par ailleurs, il convient de souligner que demeure une réticence des éleveurs à payer les services de vaccination.

152- Activités et produits

Tableau 7 : Indicateurs du résultat intermédiaire système de prophylaxie et lutte contre les maladies animales et zoonoses efficace, efficient, durable

Indicateurs	2 ^e Semestre 2012				1 ^{er} Semestre 2013		
	Situation de référence	Valeur cible	Valeur réalisée	Ecart	Valeur Cible	Valeur Réalisée	Ecart
Audit de la gestion des fonds lors des campagnes de vaccination depuis 5 ans + inventaire des biens réalisé	0	1	0	- 1	0	0	0
Campagne de vaccination prête à temps	0	1	0	- 1	1	0	- 1
Nombre de porcs	0	600	0	- 600	500	0	- 500

vaccinés contre Teschen⁷		000		000	000		000
Nombre de porcs vaccinés contre PPC	455 169	500 000	0	- 500 000	600 000	205 904	-394 096
Nombre d'animaux vaccinés contre le charbon	524 000	900 000	0	- 900 000	900 000	20 000	- 880 000
Nombre de chats et de chiens vaccinés contre la rage	480 000	520 000	453 000	- 67 000	520 000	0	- 520 000
Nombre de volaille vaccinées contre Newcastle	427 133	700 000	3 500	- 696 500	700 000	7 000	- 693 000
Nombre d'animaux traités contre les parasitoses	0	700 000	N/A	N/A	700 000	N/A	N/A
Nombre d'animaux vaccinés/soignés/abattus lors des situations d'urgence	0	0	0	0	0	20 000 contre la charbon et 10 000 contre la rage	+ 30 000
Nombre de centres de protection sanitaires fonctionnels	0	0	0	0	2	0	0

Tableau 8 : Synthèse des produits réalisés

Activités	Réalisation au 30 juin 2013	Niveau de réalisation
Réalisation de l'audit de la gestion des fonds lors des campagnes de vaccination depuis 5 ans avec l'inventaire des biens	Activité non réalisée	0%
Organisation de la campagne de vaccination	Activité non réalisée dans les délais compte tenu du manque financement et de moyens logistiques	30%
Vaccination des porcs contre Teschen et la peste porcine	Activité non réalisée	0%
Vaccination des animaux contre le charbon	Activité très partielle	10 à 15%
Vaccination des chats et chiens contre la rage	Activité très partielle grâce à la présence d'un petit stock de vaccins	5 à 7%

⁷ Des lots de vaccins et de produits de déparasitage seront achetés au cours du 2nd semestre 2012 et permettront de satisfaire les besoins pour une période minimale de 18 mois et maximale de 24 mois La DPSa a un lot de 200 000 doses de vaccin Pestiffa et 300 000 Newcastle (Fonds USDA et Preconia)

	seule la situation d'urgence en gérée	
--	---------------------------------------	--

Activités	Réalisation au 30 juin 2013	Niveau de réalisation
Vaccination des volailles contre Newcastle	Activité très partielle en raison notamment de la non organisation de la campagne contre la PPC	3 à 5%
Traitement contre les parasitoses	Activité non mesurable par manque d'organisation et de suivi du réseau	-
Réponse aux situations d'urgence (animaux vaccinés / soignés / abattus)	Activité réalisée	100%
Renforcement des centres de protection sanitaires	À l'activité non réalisée	0%

a - Réalisation de l'audit de la gestion des fonds lors des campagnes de vaccination depuis 5 ans avec l'inventaire des biens

L'audit de la gestion des fonds lors des campagnes de vaccination depuis 5 ans avec l'inventaire des biens n'est toujours pas réalisé.

b - Organisation de la campagne de vaccination

Les campagnes de vaccination ne sont toujours pas organisées et prêtes à temps en raison du problème de décaissements au niveau du projet de DEFI. Les fonds n'arrivent jamais dans les délais (délais entre 2 tranches de financement). Ce manque de réactivité contribue à une inefficacité de la campagne de vaccination et ne permet pas à la DPSA de répondre aux urgences et aux exigences épidémiologiques.

Avant le lancement des campagnes de vaccination, des réunions avec les coordonateurs de terrains ont été réalisées pour communiquer sur les stratégies adoptées en termes de vaccination. Les séances de formation des agents vétérinaires pour la vaccination et pour la collecte des échantillons sont assurées par la DPSA en continu et de manière autonome sans faire appel à un consultant.

En 2013, il n'y a pas eu de spots de publicitaire suite à un différend avec le prestataire de service. Néanmoins, des opérations de communication dans les églises et dans les autres lieux de rassemblement ont été réalisées.

L'acquisition de 900 000 boucles d'oreilles pour l'identification des animaux a connu des retards pour les bovins (318 000), elle est en cours sur financement de RESEPAG. La DPSA dispose d'un stock de boucles pour les porcins mais n'a pas organisé de campagne systématique pour l'identification hormis les 20 000 porcs entrant dans le protocole du programme d'essai vaccinal de la maladie de Teschen. **La pose de boucle fait partie des recommandations du rapport 2012 de l'OIE.**

c - Vaccination des porcs contre Teschen et la peste porcine

Il n'ya pas eu de campagne nationale de vaccination contre Teschen en attente de la mise à disposition du vaccin. La DPSA s'est orientée vers la recherche de fonds notamment auprès de

l'USDA pour faire des réallocations de ressources dédiées à la vaccination contre la peste porcine.

Il y a eu une campagne pour la vaccination des porcs contre la PPC mais celle-ci n'est pas terminée compte tenu de moyens logistiques affectés insuffisants. Environ **350 000 porcs ont été vaccinés au 30 juin 2013**.

d - Vaccination des animaux contre le charbon

Il n'y a pas eu de campagnes de vaccination nationale, mais en revanche dans le cadre de la vaccination continue et les épidémies dont celle à Petit Goâve, **30 000 têtes ont été vaccinées**. Un des problèmes est dans la mise à disposition de fonds par le programme DEFI pour payer les opérations de vaccination. D'une manière générale, le nombre d'animaux vaccinés doit être 2 à 3 fois supérieurs à celui indiqué dans les délais. Souvent les résultats de la vaccination ne sont pas communiqués dans les délais, et les éleveurs demeurent réticents de fait à procéder à la vaccination de leurs animaux. Il est nécessaire d'avoir une meilleure efficacité du laboratoire notamment à travers la mise à disposition de réactifs pour crédibiliser les services de vaccination d'une part et assurer une plus grande efficacité d'autre part.

e - Vaccination des chats et chiens contre la rage

Il n'y a pas eu de campagnes de vaccination pour l'année 2013. Par contre, une campagne avait été organisée d'avril à juillet 2012 et avait porté sur **453 000 têtes**. La DPSA soumet depuis plus de 2 mois au RESEPAG l'achat de **500 000 doses** de vaccins antirabiques, l'avis de non objection de la Banque Mondiale n'est toujours pas réceptionné. La demande d'avis de non objection a été transmise tardivement aux services de la Banque Mondiale et cette demande n'est pas suffisamment motivée.

f - Vaccination des volailles contre Newcastle

Les volailles contre Newcastle sont vaccinées en même temps que pour la peste porcine. La vaccination existe en continu sans qu'il y ait l'organisation d'une campagne nationale. Il y a eu **3 500** volailles vaccinées. Habituellement, la campagne de vaccination est couplée avec celle de la peste porcine.

g - Traitement des animaux contre les parasitoses

Il n'y a pas de campagne nationale faute de fonds. Il n'existe pas de suivi des agents vétérinaires qui effectuent ce travail. Il est donc difficile de pouvoir rendre compte sur cette activité. Se pose la question de comment construire un maillage du territoire national pour collecter l'information relative à l'utilisation de vermifuge.

h - Réponse aux situations d'urgence (animaux vaccinés / soignés / abattus)

La DPSA mobilise son réseau pour répondre aux situations d'urgence notamment pour la rage. C'est ainsi que **3000** têtes ont été vaccinées depuis le mois de janvier 2013 au niveau des zones ayant présenté des foyers.

i - Renforcement des centres de protection sanitaires

Les centres de protection sanitaires sont toujours à l'état de projet.

Chapitre 2 : La protection des végétaux

1 - Rappel des objectifs et de la stratégie de la politique sanitaire pour les services de protection végétale

1.1 - L'OBJECTIF GLOBAL

L'objectif global pour la politique sanitaire pour les services de la protection des végétaux vise «à renforcer et à améliorer la capacité du MARNDR dans le domaine de la protection végétale».

Les résultats ultimes (impacts) sont :

- *La diminution des pertes techniques et économiques liées au scolyte du café*
- *La diminution des pertes techniques et économiques liées à la mouche des fruits*
- *La diminution des pertes techniques et économiques liées à la fourmi folle*
- *La diminution des pertes techniques et économiques liées au charançon de la patate douce*
- *La diminution des pertes techniques et économiques liées à la cochenille rose de l'hibiscus*
- *La diminution des intoxications et dommages environnementaux liés aux produits dangereux.*

Les indicateurs mesurant des résultats doivent faire l'objet d'enquêtes spécifiques pour la collecte des données. Certaines de ces enquêtes sont **des activités prévues dans le plan programmatique.**

1.2 - LES OBJECTIFS SPECIFIQUES

Les objectifs spécifiques sont :

- *De disposer d'une capacité de piloter, contrôler, normaliser le sous-secteur en conformité avec les exigences internationales ;*
- *De disposer d'un système d'épidémiologie surveillance fonctionnel ;*
- *De disposer d'un système de défense des cultures fonctionnel.*

Les résultats de ces objectifs spécifiques seront mesurés à l'aide des indicateurs suivants :

- *% de cerises piquées*
- *Nombre mouches/piège/jour*
- *Nombre de fourmilières / Ha)*
- *Nombre plants attaqués par Ha pour la CRH*
- *Nombre charançons / piège / jour*
- *Maintien de la clearance*

- *Volumes de produits interdits importés / données MCI et Douanes*
- *% de paysans utilisateurs de pesticides respectant les doses prescrites*
- *% de paysans utilisateurs de pesticides respectant les délais d'application avant récolte.*

Tableau 9 : Indicateurs de résultats de la production végétale

	2 ^{ème} Semestre 2012				1 ^{er} semestre 2013		
	Situation de référence	Valeur cible	Valeur réalisée	Ecart	Valeur Cible	Valeur Réalisée	Ecart
<i>% de cerises piquée</i>	20%	20%	16%	- 4%	12%	12 à 14%	compris entre 0 et + 2
<i>Nombre mouches/piège/jour</i>	> 2	> 2	< 1	-2	< 1	< 1	0
<i>Nombre de fourmilières / Ha (nid)</i>	N/A	N/A			N/A		
<i>Nombre plants attaqués par Ha pour la CRH</i>	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A
<i>Nombre charançons / piège / jour</i>	50	40			30		
Maintien de la clearance	Maintien	Maintien	Maintien	0	Maintien	Maintien	0
Volumes de produits interdits importés / données MCI et Douanes	N/A	N/A			N/A		
% de paysans utilisateurs de pesticides respectant les doses prescrites (1)	N/A	N/A			N/A		
% de paysans utilisateurs de pesticides respectant les délais d'application avant récolte (2)	N/A	N/A			N/A		

Concernant le nombre de mouches par pièges par jour Il serait préférable d'évaluer le taux d'infestation en % du territoire. Sur le territoire de la Grande Anse, 20% du territoire est infestée, Dans les zones les moins infestées, on constate une diminution. Mais dans les zones les plus infestées, l'infestation a tendance à s'étendre. Donc dans le Nord où une opération d'envergure avait été réalisée en 2008 – 2009, l'infestation diminue. Mais dans la Grande Anse, l'infestation a tendance à se généraliser. Nord, Nord Ouesst, Artibonite, Ouest, Sud Grande Anse sont touchés. On estime à 60 000 ha infestés hors connaissance de la zone de Fermath et de Mare Rouge, nouvelles zones infestées dont on ne connaît pas l'étendue de l'infestation.

Concernant le % de paysans utilisateurs de pesticides respectant les doses prescrites (1) et le % de paysans utilisateurs de pesticides respectant les délais d'application avant récolte (2) ces données ne sont pas disponibles dans la mesure où la DPVt ne vient que de commencer à identifier les boutiques d'intrants.

2 - Les résultats

2.1 - AMELIORATION DE LA CAPACITE DU MARNDR A PILOTER, CONTROLER, NORMALISER LE SOUS-SECTEUR

211 - Le niveau d'atteinte du résultat intermédiaire

Le résultat intermédiaire « *amélioration de la capacité du MARNDR à piloter, contrôler, normaliser le sous-secteur* » sera mesuré à l'aide de l'indicateur « score PVS – IICA ». Cet indicateur est un extrait du **rapport d'analyse des écarts**.

212 - Activités et produits

Tableau 10 : Indicateurs liés à l'amélioration de la capacité du MARNDR à piloter, contrôler, le sous secteur

	2 ^{ème} Semestre 2012				1 ^{er} semestre 2013		
	Situation de référence	Valeur cible	Valeur réalisée	Ecart	Valeur Cible	Valeur Réalisée	Ecart
Renforcement bureau central	0	1	0	- 1	1	1	0
DDAs renforcées (au moins 1 responsable du service de PV avec matériel informatique et roulant)	1	7	0	- 7	10	10	0
SUIVI = Base de données (générées par le système d'épidémiosurveillance et les programmes de lutte) établie et maintenue à jour	0	1	0	- 1	1	0	-1
EVALUATION = Enquêtes sur taux d'infestations et pertes techniques et économiques	0	0	0	0	0	0	0
Cadre légal et réglementaire relatif à la Protection Végétal: complet, mis à jour et conforme aux normes internationales	0	0	0	0	1	0	-1
Plan de gestion des pestes et pesticides établi	0	1	0	-1	0	1	-1
Rapport d'analyse des écarts (outil VPS de l'IICA)	0	1	0	-1	1	1	0
Stratégie Quinquennale pour la Protection des Végétaux basée sur analyse des écarts	0	0	0	0	1	0	-1
Plan programmatique quinquennal basé sur la stratégie quinquennale pour la Protection des Végétaux	0	0	0	0	0	0	0

Tableau 11 : Tableau synthétique sur le niveau de réalisation

Activités	Réalisation au 30 juin 2013	Niveau de réalisation
Le renforcement du bureau central	Bâtiment de la DPV réhabilité et équipé. Seule la flotte de véhicules demande à être complétée par un pick up et 20 motos	75%

	Laboratoires non équipés en attente d'une réponse du programme DEFI Formation du personnel non aboutie en raison du niveau d'exigence académique exigée lors du recrutement	
Le renforcement des DDAs	Personnel recruté avec retard DDAs équipées et dotées en matériel Formation du personnel suspendue dans l'attente de la finalisation du recrutement	80%
L'établissement d'une base de données à partir des données générées par le système d'épidémiosurveillance et les programmes de lutte	Activité non réalisée	0%
La réalisation d'enquêtes sur les taux d'infestation et les pertes techniques et économiques	Activité non réalisée	0%
La revue du cadre légal et réglementaire à la protection végétale (activité commune avec la quarantaine)	En attente de la remise du rapport final par le consultant	90%
L'établissement d'un plan de gestion des pestes et des pesticides	L'identification des boutiques d'intrants dans les zones cibles en cours de réalisation Un appui de la FAO en cours de négociation	25%
L'élaboration du rapport d'analyse des écarts (outil VPS de l'IICA)	Diagnostic réalisé mais rapport non réalisé	0%
L'élaboration du Plan Programmatique basé sur la stratégie quinquennale pour la protection des végétaux et la Stratégie Quinquennale pour la Protection des Végétaux basé sur l'analyse des écarts	En cours de réalisation, le consultant doit organiser un 3 ^{ème} Atelier le 24 juillet 2013	75%

a - Le renforcement du bureau central

Le bâtiment de la Direction de la Protection Végétale (DPV) a été réhabilité et équipé en matériel de bureau. **12** ordinateurs, **2** nouveaux véhicules (« pick-up ») ont été acquis sur les Fonds du Trésor Public. Il en était initialement prévu **3**. La flotte sera complétée dès lors que les fonds restants seront mis à disposition (60% du budget décaissé). **30** motos ont été acquises pour la lutte contre la mouche des fruits. **50** étaient prévues. Le complément sera assuré dès la mise à disposition des fonds par le Trésor Public. Ces fonds assurent également le fonctionnement de la DPV.

Un véhicule a été acquis par le projet RESEPAG. Ce véhicule est affecté à la lutte contre la cochenille rose de l'hisbiscus.

Concernant les laboratoires ceux-ci n'ont pas été complètement équipés. L'achat de matériel est prévu dans le cadre du Programme DEFI. Une requête a été émise il y a plus d'une année mais cette requête n'a pour l'instant pas encore été honorée.

Concernant le personnel :

- Le contrat de la gestionnaire de la base de données pour la lutte contre la mouche des fruits a été reconduit avec un financement du projet RESEPAG, ce contrat était auparavant supporté par le Trésor Public.
- Il était prévu le recrutement de 4 postulants pour effectuer des études aux USA en entomologie et phytopathologie. Mais ce recrutement n'a pas pu être mené à terme en raison des niveaux d'exigence académiques (moyenne supérieure à 75) et de langue (pratique de l'anglais courant exigé). Néanmoins, 1 bourse a été obtenue dans le cadre du PASA financé par l'USAID.

b - Le renforcement des DDA

Dans le processus de renforcement des DDA, le personnel additionnel a été recruté à raison de 1 technicien par DDA. Le recrutement a connu un retard et a été reporté sur le premier semestre 2013. Les DDAs ont été dotées et équipées en matériel (matériel roulant, ordinateur...). Concernant le programme de formations, certaines d'entre elles spécialisées comme la lutte contre la mouche des fruits ont été réalisées (5 départements). En revanche, les formations dont la thématique concerne l'ensemble des agents de la DPV celles-ci ont dû être repoussées dans l'attente que l'équipe soit au complet.

c - L'établissement d'une base de données à partir des données générées par le système d'épidémiosurveillance et les programmes de lutte

La base de données n'a pas encore été conçue et les options technologiques n'ont pas encore été retenues. Il est vraisemblable qu'au regard de l'expérience passée en termes de conception de base de données et de l'appropriation progressive de la plateforme interactive du MANRDR, une « solution dans les nuages » pourrait être envisagée.

Les retards dans l'établissement de la base de données tiennent également aux facteurs suivants :

- Le retard dans le recrutement dans l'installation des techniciens de la DPV dans les DDAs, dans la création et la formation des GSBP ;
- Le non-recrutement d'un spécialiste en programmation – suivi-évaluation par l'UEP et la mise à disposition de ce dernier auprès de la DPV.

Des requêtes ont été formulées auprès du programme DEFI pour le recrutement d'un statisticien, mais pour l'heure sans réponse.

d - La réalisation d'enquêtes sur les taux d'infestation et les pertes techniques et économiques

Aucune enquête sur les taux d'infestation et sur les pertes techniques et économiques n'a été encore réalisée. Celles-ci sont programmées pour l'exercice 2013 – 2014 (voir plan programmatique de l'UEP).

Ces enquêtes sont essentielles à la définition de la stratégie pour lutte contre les pestes et les maladies. Parallèlement à ces enquêtes et ces études, il est nécessaire d'avoir une structure fonctionnelle : priorité des deux dernières années, et d'avoir une capacité à mobiliser des fonds importants pour mener des actions de lutte.

e - La revue du cadre légal et réglementaire relatif à la protection végétale

Un juriste (même personne que pour la santé animale et pour la quarantaine) a été recruté sur financement DEFI, l'étude est en cours de réalisation. Un rapport provisoire a été déposé, des commentaires ont été formulés et le rapport final devrait parvenir dans les prochaines semaines auprès des directions concernées. Le retard accusé tient d'une part aux difficultés rencontrées lors du recrutement du consultant et d'autre part dans la formulation des commentaires et le délai pris par les services du MARNDR pour les acheminer auprès du consultant.

f - L'établissement d'un plan de gestion des pestes et des pesticides

La Direction de la Protection Végétale a entrepris un travail visant à **l'identification des boutiques d'intrants dans les zones cibles**. La connaissance des boutiques d'intrants est **un préalable à l'élaboration du plan de gestion des pestes et des pesticides**. Ce travail n'est réalisable qu'après le recrutement des agents de la DPV en poste dans les DDA et la mise à disposition de moyens notamment de déplacement (voiture ou moto). Ce qui est possible depuis le renforcement réalisé et mentionné ci-dessus. **Un appui de la FAO** est en cours de négociation pour élaborer ce plan de gestion des pestes et des pesticides, mais plusieurs activités préalables sont encore nécessaires telles que la création du réseau de GSBP, l'élaboration de la liste des pestes existantes, l'équipement des laboratoires notamment en réactifs.

g - L'élaboration du rapport d'analyse des écarts (outil VPS de l'IICA)

Une mission d'experts de l'IICA a réalisé en 2011 une mission de diagnostic visant à dresser l'état des lieux des services de la protection végétale au regard des conventions internationales en termes de protection végétale.

L'analyse des écarts doit être réalisée. Il y a un désaccord entre la DPV et l'IICA concernant la méthode à utiliser pour réaliser l'analyse des écarts. L'IICA a proposé une méthode basée essentiellement sur une approche participative à travers l'organisation d'ateliers. Or selon la DPV, il doit s'agir d'un travail en profondeur réalisée par une équipe d'experts. L'IICA ne semblant pas disposer des compétences nécessaire pour réaliser ce travail, un accord est également en cours de négociation avec la FAO. Ce travail d'analyse des écarts requiert un soin particulier compte tenu de la situation actuelle de la DPV. Aujourd'hui, il existe un embryon de tout partout... mais un renforcement de capacités demeure nécessaire.

h - L'élaboration du Plan Programmatique basé sur la stratégie quinquennale pour la Protection des Végétaux et la Stratégie Quinquennale pour la Protection des Végétaux basée sur l'analyse des écarts

La stratégie quinquennale et l'élaboration du Plan Programmatique sont en cours d'élaboration dans le cadre de la création de l'Unité de Protection Sanitaire. Un consultant a été recruté avec retard ce qui explique la non disponibilité des documents à date.

2.2 - UN SYSTEME D'EPIDEMIO-SURVEILLANCE VEGETALE AMELIORE

221- Indicateurs de mesure du résultat intermédiaire

Le résultat intermédiaire « *un système d'épidémiologie végétale amélioré* » sera mesuré à l'aide de l'indicateur « score PVS – IICA ». Cet indicateur est un extrait du **rapport d'analyse des écarts**.

222- Activités et produits

Il a été prévu pour l'amélioration du système d'épidémiologie, les activités suivantes :

- *L'actualisation de la liste de pestes et maladies pour tout le pays,*
- *L'équipement et le renforcement des laboratoires d'analyse fonctionnels,*
- *L'amélioration du dispositif de détection de la mouche des fruits,*
- *Le renforcement des GSBP,*
- *La définition et l'établissement des mécanismes de collaboration avec les autres acteurs (ONG...) dans tous les départements.*

Ces activités devraient permettre au système d'épidémiologie d'assurer un suivi continu des différentes espèces et/ ou variétés de plantes susceptibles d'être attaquées par les maladies et les pestes en vue de déceler l'apparition de processus pathologiques et d'avoir les éléments propres à adopter des mesures de lutte appropriée.

Tableau 12 : Indicateurs liés à l'amélioration système d'épidémiologie

	2 ^{ème} Semestre 2012				1 ^{er} semestre 2013		
	Situation de référence	Valeur cible	Valeur réalisée	Ecart	Valeur Cible	Valeur Réalisée	Ecart
Liste de pestes et maladies actualisée pour tout le pays	0	0	0	0	1	0	-1
Laboratoires d'analyse fonctionnels (infrastructures, équipements, personne)	0	2	0	0	3	3	0
Détection des mouches des fruits: nombre de pièges installés, utilisés et contrôlés	0	6000	0	- 6000	6000	6000	0
GSBP fonctionnels	0	0	0	0	50	0	-50
Mécanisme de collaboration avec les	0	20	0	- 20	20	10	-10

autres (ONG...) fonctionnel chaque département	acteurs établi dans							
---	------------------------------------	--	--	--	--	--	--	--

Tableau 13 : Synthèse des activités et des produits

Activités	Réalisation au 30 juin 2013	Niveau de réalisation
L'actualisation de la liste des pestes et des maladies	Activité non réalisée	0%
Le renforcement des capacités des laboratoires d'analyse	Activité réalisée	100%
Le dispositif de détection de la mouche des fruits	Activité réalisée	100%
Le réseau des GSBP fonctionnels	Activité en cours d'initiation. Des activités préalables lancées telles que l'identification des acteurs (GSB, organisations paysannes, coopératives...) ainsi que des activités de formation	25%
La collaboration avec les autres acteurs	Des réunions ont été organisées dans chaque département, on note une difficulté de communication avec les associations.	50%

a - La liste des peste et des maladies

La liste des pestes et des maladies **n'est pas encore actualisée** en raison du retard dans le recrutement du consultant. Ce retard est essentiellement du à la lenteur administrative du programme DEFI. Le consultant Ophny Nicolas Carvil, phytopathologiste, vient d'être recruté pour pouvoir réaliser un diagnostic général des pestes et maladies. **L'étude incluant la liste actualisée des pestes et des maladies doit être disponible avant le 31 décembre 2013.**

b - Le renforcement des capacités des laboratoires d'analyse

La DPVt dispose de **3** laboratoires d'analyse. Ils ont été renforcés et sont considérés comme fonctionnels depuis le 1^{er} semestre 2013. Le retard accusé au 31 décembre 2012 est aujourd'hui comblé puisque la finalisation du renforcement était prévue pour la fin du 2nd semestre 2013.

Le retard était principalement du aux difficultés dans la mobilisation des fonds. A ce jour, des équipements sont encore manquants tels que des réactifs en cours d'acquisition. Des cadres juniors devaient être recrutés pour ensuite être formés mais les critères de sélection requis sont très élevés et les candidats ne parviennent à remplir toutes les conditions.

c - Le dispositif de détection de la mouche des fruits

Le dispositif de détection de la mouche des fruits est opérationnel : **6 000 pièges contenant des attractifs (phéromones) et des appâts ont été placés** dans les zones de production de la mangue. **100** piégeurs et inspecteurs ont été formés.

Aujourd'hui, des inspecteurs sont présents dans les lieux de préparation de la mangue avant exportation, des piégeurs sont sur le terrain dans les zones de production et les pièges sont relevés et contrôlés régulièrement.

Le renforcement de capacités s'est traduit par des séances de formation sur les principes exigés par l'USDA pour l'exportation de la mangue et sur les pestes et les maladies.

d - Le réseau des GSBP

Par contre, **aucun GSBP n'est fonctionnel jusqu'à présent**. Les GSBP sont en cours de formation. Il s'agit pour les GSB d'acquérir des compétences dans la protection des végétaux. L'acquisition de cette compétence par les GSB vise à permettre aux services de l'Etat d'entrer dans la logique du « faire faire » pour les actions de lutte phytosanitaire c'est-à-dire de déléguer ces actions à des groupes organisés et formés.

Pour l'instant, la DPV via les agents à disposition dans les DDA effectue un travail d'identification des GSB et des coopératives et organisations paysannes ou coopératives agricoles dans les zones cibles. Ce travail d'identification est un préalable à la formation des GSBP et requiert une attention particulière compte tenu du rôle essentiel des GSBP dans la mise en place du système de surveillance d'épidémiosurveillance et de vulgarisation des techniques de lutte contre les pestes et les maladies.

La DPV procède à la formation de membres d'organisations paysannes qui seront par la suite intégrés aux GSB. 200 pulvérisateurs ont été acquis sur les fonds de la Banque Mondiale (Projet RESEPAG). Ils devraient servir aux GSBP dans le Nord-Est dans le cadre de la lutte contre la cochenille blanche (non prévue dans le plan programmatique).

e - Le mécanisme de collaboration avec les autres acteurs

La DPV a initié des mécanismes propres à développer une collaboration avec des associations afin d'avoir une meilleure articulation entre les différents acteurs sur le terrain notamment en termes de vulgarisation et de méthodes de lutte. **10** réunions départementales ont été organisées au cours du **1^{er} semestre 2013**. L'écart s'explique par le manque d'implication des associations, il s'agit d'un processus qu'il convient d'animer : responsabilité des agents de la DPV dans les DDAs.

2.3 - UN SYSTEME DE PROTECTION PLUS EFFICACE, PLUS EFFICIENT, PLUS DURABLE

231 - Le niveau d'atteinte du résultat intermédiaire

Les indicateurs permettant de mesurer l'atteinte du résultat intermédiaire « ***un système de protection des cultures plus efficace, plus efficient, plus*** » relatif à l'objectif spécifique 3 sont :

- Nombre de jours de réaction entre une notification (grâce à système de surveillance épidémiologique) et l'action ;
- Coût moyen / Ha où se déroule une intervention contre le scolyte ;
- Coût moyen / Ha où se déroule une intervention contre la mouche des fruits ;
- Coût moyen / Ha où se déroule une intervention contre la fourmi folle ;
- Coût moyen / Ha où se déroule une intervention contre le charançon de la patate douce ;
- Coût moyen / Ha où se déroule une intervention contre la CRH ;
- Montant moyen du recouvrement de coût (fonds générés) / Ha où se déroule une intervention contre le scolyte ;
- Montant moyen du recouvrement de coût (fonds générés) / Ha où se déroule une intervention contre la mouche des fruits ;
- Montant moyen du recouvrement de coût (fonds générés) / Ha où se déroule une intervention contre la fourmi folle ;
- Montant moyen du recouvrement de coût (fonds générés) / Ha où se déroule une intervention contre le charançon de la patate douce ;
- Montant moyen du recouvrement de coût (fonds générés) / Ha où se déroule une intervention contre la CRH.

Les données nécessaires au renseignement des indicateurs n'ont pas été collectées ou traitées ou analysées faute de ressources nécessaires et d'implication dans le traitement du peu de données collectées.

Tableau 14 : Indicateur relatifs au résultat intermédiaire « un système de protection des cultures plus efficace, plus efficient, plus »

	2 ^{ème} Semestre 2012			1 ^{er} semestre 2013			
	Situation de référence	Valeur cible	Valeur réalisée	Ecart	Valeur Cible	Valeur Réalisée	Ecart
Nombre de jours de réaction entre une notification (grâce à système de surveillance épidémiologique) et l'action	N/A	N/A			N/A		
Coût moyen / Ha où se déroule une intervention contre le scolyte	N/A	N/A			N/A		
Coût moyen / Ha où se déroule une intervention contre la mouche des fruits	A définir	N/A			N/A		
Coût moyen / Ha où se déroule une intervention contre la fourmi folle	A définir	N/A			N/A		
Coût moyen / Ha où se déroule une intervention contre le charançon de la patate douce	A définir	N/A			N/A		
Coût moyen / Ha où se déroule une intervention contre la CRH	A définir	N/A			N/A		
Montant moyen du recouvrement de coût (fonds générés) / Ha où se déroule une intervention contre le scolyte	< 0	< 0			0		
Montant moyen du recouvrement de coût (fonds générés) / Ha où se déroule une intervention contre la mouche des fruits	0	0			0		
Montant moyen du recouvrement de coût (fonds générés) / Ha où se déroule une intervention contre la fourmi folle	0	0			0		
Montant moyen du recouvrement de coût (fonds générés) / Ha où se déroule une intervention contre le	0	0			0		

charançon de la patate douce							
Montant moyen du recouvrement de coût (fonds générés) / Ha où se déroule une intervention contre la CR	0	0			0		

Les études sur les coûts n'ont pas été réalisées et à ce jour il n'y a pas de mécanismes de recouvrement des coûts. Concernant la réactivité de la DPVt suite à la notification d'une infestation et la mise en œuvre du contrôle effectif, la Direction de la DPVT estime cette durée à 2 mois concernant la durée entre une infestation et sa détection, cette durée est portée à 8 mois. Ces estimations sont tirées de l'expérience de la cochenille blanche.

Concernant la fourmi folle, le principal facteur déclenchant pour une intervention demeure la proximité de l'infestation. L'absence de fonds affectés notamment par le Trésor Public à la lutte contre les pestes fait que les déplacements sur les zones ne sont pas toujours possibles pour avoir une réactivité suffisante.

232 - Activités et produits

Tableau 15 : Indicateurs liés au système de protection de la DPV

	2 ^{ème} Semestre 2012				1 ^{er} semestre 2013		
	Situation de référence	Valeur cible	Valeur réalisée	Ecart	Valeur Cible	Valeur Réalisée	Ecart
Programmes de recherche sur les méthodes de lutte contre les pestes et maladies et sur les variétés résistantes	0	0	0	0	0	0	0
Lutte contre la mouche des fruits: Km2 de zone de production de mangue traités au biopesticide	0	200	0	-200	0	0	0
Lutte contre la mouche des fruits: nombre de mouches stériles lâchées dans zone pilote	0	200	0	-200	0	0	0
Lutte contre la fourmi folle : pièges installés, alimentés, contrôlés (actifs)	0	10 000	10 000	0	1500	5000	+ 3 500
Lutte contre la fourmi folle : Ha infestés traités (au biopesticide ou avec nouveaux produits naturels expérimentaux)	0	8000	0	- 8000	8000	10	- 7 900
Lutte contre le scolyte du café : Nombre de planteurs formés sur IT amélioré	0	300	0	0	250	150	-100
Lutte contre le scolyte du café : Ha équipés avec pièges (à raison de 24 pièges/ha) installés, utilisés, contrôlés	0	417	0	-417	417	250	-167
Lutte contre le scolyte du café : nombre de parasitoïdes lâchés par mois (au total, par les 3 laboratoires)	0	57 000	0	-57000	60000	40000	-20000
Lutte contre la cochenille rose de l'hibiscus : total de parasitoïdes produits chaque mois	0	5000	0	-5000	5000	0	-5000
Lutte contre le charançon de la patate douce : Ha avec pièges à phéromone (à raison	0	1500	0	-1500	1500	2000	+500

de 4 pièges/ha) installés, alimentés, contrôlés							
Lutte contre le charançon de la patate douce : Ha de patate douce planté avec des boutures traitées à l'insecticide	0	3000	0	-3000	3000	4000	+1000
Information distribuée : dépliants et posters distribués	0	100 000	0	-100 000	80 000	40 000	-40 000
Messages radio et TV diffusés	0	5	0	-5	4	0	-4
Extrant à définir au cas par cas en fonction des urgences à traiter (Lutte contre la cochenille blanche)	0	0	0	0	1	En cours	-

Tableau 16 : Synthèse des produits réalisés

Activités	Réalisation au 30 juin 2013	Niveau de réalisation
Programme de recherche sur les méthodes de lutte contre les pestes et maladies et sur les variétés résistantes	Non réalisée – absence de fonds	0%
La lutte contre la mouche des fruits	Lutte contre la mouche des fruits avec biopesticides non réalisée – seulement des acquisitions de matériels	0%
La lutte contre la fourmi folle	Activité partiellement réalisée en raison de l’extension des zones d’infestation – mais l’absence de fonds ne permet pas	20%
La lutte contre le scolyte du café	Activité partiellement réalisée	50%
La lutte contre la cochenille rose de l’hibiscus	Activité partiellement réalisée seul l’insectarium a été remis en fonction	20%
La lutte contre le charançon de la patate douce	Activité réalisée	100%
Les activités d’information sur les méthodes et les techniques de lutte contre les pestes et les maladies	Activité partiellement réalisée seuls 50% des dépliants ont été distribués	50%
Fonds d’urgence : La lutte contre la cochenille blanche	Activité réalisée	100%

a - Programme de recherche sur les méthodes de lutte contre les pestes et maladies et sur les variétés résistantes

Les programmes de recherche sur les méthodes de lutte contre les pestes et maladies sur les variétés résistantes n’ont pu être réalisés ou initiés en raison de la non disponibilité de fonds.

b - La lutte contre la mouche des fruits

Les activités concernant la lutte contre la mouche des fruits avec les nouvelles méthodes de lutte incluant l’utilisation de biopesticides n’ont pu être réalisées en raison d’une non disponibilité des fonds.

Cependant, quatre (4) motocyclettes, et deux (2) véhicules ont été achetés sur les fonds du trésor public pour être affectés aux agents de terrain.

c - La lutte contre la fourmi folle

Concernant la lutte contre la fourmi folle, des activités comme ; l'acquisition des pièges, des attractifs, recrutement des agents de terrain ont été réalisés. Ces activités ont été financées par DEFI et par le Trésor Public.

DEFI a fait préparer un programme comme RESEPAG. Les deux programmes financent les produits mais pas le transport sur les zones infestées, ni l'application des produits par des prestataires. 8 jeunes agronomes et les tous les responsables des BAC ont dans les zones d'infestation (Sud, Grande Anse, Nord, Artibonite et Nord-Ouest) ont été formés à la préparation et l'application de pesticides fabriqués à partir de produits locaux. Cette formation a eu lieu d'octobre 2012 à février 2013.

Les recettes élaborées à partir de programmes de lutte expérimentés dans d'autres pays ont été adaptées au contexte haïtien, puis ont été évalués dans les champs. L'intérêt de ces recettes élaborées à partir de produits locaux repose sur leur innocuité pour les humains. En effet, les pesticides utilisés habituellement sont sans odeur et extrêmement toxiques pour l'homme. Or les fourmis folles vivent dans les zones d'habitation humaine et il est très difficile dans ces conditions avec ces produits.

Mais globalement, les fonds alloués à la lutte contre la fourmi folle sont insuffisants par rapport à la situation actuelle. Il y a une forte extension des zones d'infestation notamment sur Chansol et Fermath. Une étude sur la fourmi folle est à programmer sur le prochain semestre pour évaluer la situation (connaître et délimiter la superficie infestée) et mettre en place une stratégie efficace. Par ailleurs, il conviendrait d'élaborer des paquets techniques incluant non seulement l'acquisition de pesticides, mais également les coûts de l'application des produits ainsi que le transport.

d - La lutte contre le scolyte du café

Les parasitoïdes ont été produits au niveau des trois (3) laboratoires pour être lâchés. **60 000** parasitoïdes devraient être lâchés. Quatre (4) grandes zones ont été ciblées : la zone de Baptiste, Beaumont, Thiotte et Dondon. Seule la zone de Beaumont n'a pas été encore touchée à cause de l'indisponibilité des fonds.

150 planteurs ont été formés sur **250**, sur Itinéraire Technique amélioré. Soit un écart de 100 par rapport à la valeur cible.

250 ha ont été équipés sur les **417** ha prévus, avec des pièges (à raison de 24 pièges/ha) installés, utilisés, contrôlés.

Les écarts s'expliquent principalement par l'absence de ressources financières disponibles.

e - La lutte contre la cochenille rose de l'hibiscus

Dans la lutte contre la cochenille rose, des parasitoïdes devraient être produits. Pour l'instant, seul l'insectarium a été remis en fonction pour la production des cochenilles à partir desquelles des parasitoïdes seront produites.

f - La lutte contre le charançon de la patate douce

Dans la lutte contre le charançon de la patate douce, : **2000 ha** de patates douces ont été plantés avec des boutures traitées à l'insecticide avec phéromones. Soient **500 ha** de plus que par rapport à la valeur cible. Cet écart est du au financement de ces activités dans le cadre du programme d'urgence.

g - Les activités d'information sur les méthodes et les techniques de lutte contre les pestes et les maladies

Concernant le système d'information, aucun message radio et TV n'a pas été diffusé cependant des dépliants ont été distribués. **40 000** dépliants ont été distribue sur **80 000** prévus.

La DPV va s'attacher à renforcer son système d'information notamment pour la vulgarisation des techniques de lutte et pour mener des actions de préventions.

h - Fonds d'urgence : La lutte contre la cochenille blanche

Une action a été menée dans le cadre du fonds d'urgence, il s'agit de la lutte contre la cochenille blanche dans les champs de pistache notamment de la commune de Capotille. Un véhicule a été acheté et un consultant a été recruté sur les fonds de RESEPAG.

Chapitre 3 : Le Laboratoire Vétérinaire, de Contrôle des Aliments et de la Quarantaine de Tamarinier

1 - Rappel des objectifs et de la stratégie de la politique sanitaire en ce qui concerne le Laboratoire Vétérinaire, de Contrôle des Aliments, de la Quarantaine de Tamarinier

1.1 - L'OBJECTIF GLOBAL

Les résultats ultimes (impacts) du Laboratoire Vétérinaire, de Contrôle des Aliments, de la Quarantaine de Tamarinier sont :

- *Le maintien ou l'augmentation des exportations de produits végétaux ;*
- *La diminution des pertes techniques et économiques liées à l'incidence de pestes et maladies végétales et animales ;*
- *Le maintien ou l'augmentation des exportations de produits végétaux et animaux haïtiens ;*
- *La diminution de la morbidité humaine liée aux intoxications alimentaires ;*
- *La diminution de la mortalité liée aux intoxications alimentaires.*

Les résultats ultimes (impacts) sont mesurés à l'aide des indicateurs suivants :

- *Taux marge brute/unité de superficie ; rendements ;*
- *Valeur des exportations de café, cacao, mangue, langouste ;*
- *Nombre de cas de morbidité humaine liée aux intoxications alimentaires par an ;*
- *Nombre de cas par an de mortalité liée aux intoxications alimentaires.*

Certains indicateurs tels que le nombre de cas de morbidité liée aux intoxications alimentaires et le nombre de cas par de mortalités liée aux intoxications alimentaires sont très difficiles à obtenir compte tenu du fait que de nombreux cas ne font pas l'objet d'analyses spécifiques d'une part et qu'il est difficile d'avoir une approche multisectorielle d'autre part. Néanmoins le CICDA (Comité Interministériel de Contrôle des Denrées Alimentaires) composé du MARNDR, du MCI, du MSPP, du MICT et du Ministère de l'Education se réunit tous les mois.

Mais il n'existe pas à ce jour de système de collecte de données pour recenser ces cas auprès des institutions de santé.

1.2 - LES OBJECTIFS SPECIFIQUES

Les objectifs spécifiques du Laboratoire sont de :

- *Garantir l'innocuité des aliments et boissons destinés à la consommation humaine ;*
- *Prévenir l'introduction de maladies et pestes animales et végétales exotiques*

- *Maintenir ou d'augmenter l'accès aux marchés internationaux pour les produits animaux et végétaux haïtiens.*

Les résultats seront mesurés à l'aide des indicateurs suivants :

- Nombre ou % d'analyses d'aliments et boissons conformes aux normes sanitaires établies ;
- Notification de maladie ou peste exotique ;
- Nombre de pays ouverts aux exportations de produits végétaux et animaux haïtiens ;
- Volumes de café refoulés (sacs de 60 kg) notifiés par pays d'importation ;
- Volumes de cacao refoulés notifiés par pays d'importation ;
- Volumes de langouste refoulés notifiés par pays d'importation.

Certains indicateurs sont communs avec la quarantaine tels que la notification de maladie ou de peste exotique, le nombre de pays ouverts aux exportations de produits végétaux et animaux haïtiens ou les volumes des produits d'exportations (café, cacao, langouste).

Concernant le nombre d'analyses et de boissons conformes aux normes sanitaires, les données sont disponibles mais elles ne sont pas ordonnées de manière à être analysées.

2 - Les résultats

2.1 - SYSTEME NATIONAL DE CONTROLE DE QUALITE AMELIORE / NIVEAU CENTRAL

211 - Indicateurs de mesure du résultat intermédiaire

Le résultat le « *Système national de contrôle de qualité est amélioré au niveau central* » est mesuré à l'aide des indicateurs suivants :

- *Délai de livraison des résultats d'analyse (nombre moyen de jours entre réception échantillons et disponibilité des résultats) ;*
- *% de proficiency tests confirmant les analyses de LVCQAT ;*
- *Types d'analyses réalisées*
- *Nombre d'analyses réalisées*
- *Montant moyen du recouvrement des coûts (fonds générés) / analyse réalisée*
- *Nombre de recherches publiées.*

Tableau 17 : Indicateurs du résultat intermédiaire « Système national de contrôle de qualité amélioré / niveau central »

	Situation de référence	2 ^{ème} Semestre 2012			1 ^{er} semestre 2013		
		Valeur cible	Valeur réalisée	Ecart	Valeur Cible	Valeur Réalisée	Ecart
Délai de livraison des résultats d'analyse (nombre moyen de jours entre réception échantillons et disponibilité des résultats)	3 jours	2 jours	6 jours	+ 4jours	1 jour	6 jours	+ 5 jours

% de proficiency tests confirmant les analyses de LVCQAT	100%	100%	95%	- 5%	100%	70%	- 30%
Types d'analyses réalisées (A définir)(1)							
Montant moyen du recouvrement des coûts (fonds générés) / analyse réalisée	0,2	0,2	0,2	0	0,2	0,2	0
Nombre de recherches publiées.	1	1	8	+ 7	1	10	+ 9
Nombre d'analyses réalisées	23 918	23 000	18 000	- 5 000	23 000	23 000	0

(1) Les analyses réalisées actuellement par le laboratoire sont les suivantes : Bactérioses bactériologie alimentaire - brucelloses, salmonelles, cholériques, streptocoques - peste porcine classique, Teschen, grippe aviaire, rage, newcastle, - parasitologie (interne et externe) pathologie - test de coloration - effets cytopathogène (les boissons alcoolisées et non alcoolisées, les fruits et les légumes, toxicologie, arachides et maïs aflatoxine.

212 - Activités et produits

Tableau 18 : Indicateurs d'activités et de produits liés au résultat « Système national de contrôle de qualité amélioré / niveau central »

	Situation de référence	2 ^{ème} Semestre 2012			1 ^{er} semestre 2013		
		Valeur cible	Valeur réalisée	Ecart	Valeur Cible	Valeur Réalisée	Ecart
"Entités" fonctionnelles (infrastructures achevées, équipements installés, RH en place)	0	4	0	- 4	5	0	- 5
Procédures révisées et en vigueur	0	2	0	- 2	3	0	- 3
Recherches réalisées	0	2	4	+ 2	2	4	+ 2
Campagne de communication	0	20 000 doc + 4 spots	0	- 20 000 doc, - 4 spots	20 000 doc + 4 spots	0	- 20 000 doc, - 4 spots

Tableau 19 : Niveau de réalisation des activités et des produits

Activités	Réalisation au 30 juin 2013	Niveau de réalisation
Réhabilitation et équipements du Laboratoire central	<p>Activité en cours de réalisation. Les études pour la réhabilitation avec l'appui d'un consultant se sont soldées par une perte de 400 000 USD.</p> <p>L'absence de ressources pérennes ne permet pas d'assurer le fonctionnement de 4 entités du Laboratoire</p> <p>2 cadres sont en cours de formation aux USA.</p> <p>Une activité non prévue a été réalisée sur financement RESEPAG : un centre Anti Poison et de Toxicovigilance de Renseignement</p>	30%
Réalisation et mise à jour du Manuel de procédures	<p>Le manuel de procédures a été mis à jour en interne sans faire appel aux consultants tel que prévu.</p> <p>Le manuel n'est pas traduit en langue</p>	50%

	<p>créole. Le processus d'accréditation sera décentralisé dans les laboratoires de proximité</p>	
Réalisation de recherches	<p>Aflatoxine B dans le maïs dans le Département du Nord (DEFI) Aflatoxine totale dans les départements du Nord et de l'Ouest (DEFI) Qualité de l'eau dans la plaine Cul de Sac (Laboratoire) Peste porcine classique (test d'efficiency Rep Dominicaine, Cuba, Haïti)(CARIBVET) Qualité des salamis à Port-au-Prince (MCI) Qualité de l'eau du lac Azeui (MARNDR) Qualité de l'eau des hôpitaux d'Haïti (OMS) Recherche de solides totaux et de solides totaux volatils (AECID) Recherche de POPS dans le lait maternel (PNUE) Recherche de dioxine et de flurane dans les aliments en Haïti (PNUE)</p>	+ 100%
Réalisation de campagne de communication	Activité non réalisée	0%

a - "Entités" fonctionnelles

Pour la réhabilitation des locaux du laboratoire, un premier projet a été lancé, mais compte tenu de l'absence de contrôle technique, les travaux ont été suspendus. Cette réhabilitation avait été lancée avec l'appui de la Tuskegee University (Alabama University) partenaire du laboratoire. Le montant de la perte s'élève à 400 000 US\$. Une étude a été relancée, un consultant a été recruté par DEFI : JB Design.

Les laboratoires ont été équipés, et les réactifs ont été achetés avec les recettes provenant des analyses réalisées pour le compte d'opérateurs privés notamment ceux ayant besoin d'avoir une autorisation de mise sur le marché.

Mais les entités ne sont pas encore entièrement fonctionnelles ou tout du moins n'ont pas acquis d'autonomie grâce soit à un financement d'un bailleur (TP, UE, BID, BM), soit à des fonds propres suffisants. Se pose la question d'une privatisation totale du Laboratoire pour justement pallier aux manques de régularité dans l'acheminement des fonds nécessaires pour que le Laboratoire puisse remplir les missions qui lui sont confiées.

La formation des cadres du laboratoire aux USA est en cours dont 2 sur financement du programme DEFI.

Un Centre Anti Poison et de Toxicovigilance de Renseignement non planifié a été créé avec l'appui d'un financement de RESEPAG. Le bâtiment a été construit et équipé pour fournir des services et des informations sur les risques toxicologiques des produits : médicaments, industriels, industriels et naturels. Ce Centre aura un rôle d'information auprès des professionnels de santé et du public et de l'aide par téléphone au diagnostic, à la prise en charge et au traitement des intoxications humaines et animales.

b - Procédures révisées et en vigueur

Le manuel de procédures a été révisé par le laboratoire lui-même. C'est un travail collectif pour lequel toutes les sections du laboratoire ont été associées. Un résumé de toutes les sections est également disponible. Mais rien n'est encore traduit en langue créole. Le financement a été assuré par DEFI.

Le recrutement des consultants en biosécurité, normes ISO et HACCP n'a pas été réalisé. Concernant le processus d'accréditation celui-ci commence à être décentralisé dans les 6 laboratoires de proximité.

c - Recherches réalisées

Les activités de recherche sont nécessaires pour permettre un suivi continu des maladies endémiques et les pestes. Mais l'absence de données collectées, analysées et stockées de manière ordonnée est un obstacle majeur à mener des activités de recherche. C'est le cas notamment :

- pour le suivi de la leptospirose pour lequel l'Etat ne dispose pas fonds pour l'achat de réactifs,

- pour le suivi de l'alphatoxine dont la présence en quantité importante dans le maïs le rendre impropre à la consommation et l'exclue des programmes d'achats locaux du PAM,
- pour le suivi des intoxications alimentaires problème transversal à la sécurité alimentaire. Néanmoins, un travail de coordination interministériel à travers le CICDA (Comité Interministériel de Contrôle des Denrées Alimentaires) avec une réunion mensuelle sur la question de l'innocuité des aliments. Les partenaires associés au CICDA sont le MARNDR, le MCI, le Service des Douanes, le MDE, le MSPP, le MICT et en 2013 le Ministère de l'Education Nationale.

Les recherches ayant donné lieu à des publications sont les suivantes :

- Aflatoxine B dans le maïs dans le Département du Nord (DEFI)
- Aflatoxine totale dans les départements du Nord et de l'Ouest (DEFI)
- Qualité de l'eau dans la plaine Cul de Sac (Laboratoire)
- Peste porcine classique (test d'efficiency Rep Dominicaine, Cuba, Haïti)(CARIBVET)
- Qualité des salamis à Port-au-Prince (MCI)
- Qualité de l'eau du lac Azeui (MARNDR)
- Qualité de l'eau des hôpitaux d'Haïti (OMS)
- Recherche de solides totaux et de solides totaux volatils (AECID)
- Recherche de POPS dans le lait maternel (PNUE)
- Recherche de dioxine et de flurane dans les aliments en Haïti (PNUE)

d - Campagnes de préventions et d'information

Il n'y a pas de campagnes de préventions et d'information organisées et réalisés par le Laboratoire. Une campagne de prévention et de sensibilisation télévisuelle est organisée par le MSPP. Mais, il est déjà mentionné ci-dessus il n'y a pas de suivi sur cette maladie et sur sa prévalence. Ceci est notamment du au fait que la plupart des cas ne sont pas diagnostiqués d'une part, et qu'il y a un manque de coordination entre les services de santé publique et le Laboratoire.

2.2 - SYSTEME NATIONAL DE CONTROLE DE QUALITE AMELIORE / NIVEAU DECENTRALISE

221- Les indicateurs du résultat intermédiaire

Le résultat « *système national de contrôle de qualité amélioré – niveau décentralisé* » est mesuré par le nombre d'analyses réalisées.

Tableau 20 : Indicateurs du résultat intermédiaire « Système national de contrôle de qualité amélioré / niveau décentralisé »

	Situation de référence	2 ^{ème} Semestre 2012			1 ^{er} semestre 2013		
		Valeur cible	Valeur réalisée	Ecart	Valeur Cible	Valeur Réalisée	Ecart
Nombre d'analyses réalisées	0	300	0	- 300	0	300	- 300

Au niveau national, **18 000** analyses ont été réalisées au cours 2nd semestre 2012 et **23 000** au cours 1^{er} semestre 2013. Les laboratoires n'étant pas encore opérationnels, les analyses ne sont pas effectuées au niveau décentralisé. Donc on ne peut intégrer ces données dans le tableau ci-dessus.

222 - Activités et produits

Tableau 21 : Indicateurs des activités et produits liés au résultat intermédiaire « Système national de contrôle de qualité amélioré / niveau décentralisé »

	Situation de référence	2 ^{ème} Semestre 2012			1 ^{er} semestre 2013		
		Valeur cible	Valeur réalisée	Ecart	Valeur Cible	Valeur Réalisée	Ecart
Laboratoires régionaux fonctionnels (infrastructures achevées, équipements installés, RH en place)	0	2	0	- 2	0	2	0

Les activités prévues pour ce résultat intermédiaire visent à la constitution d'un réseau de laboratoires de proximité dans les départements. Ce suivi de proximité n'est plus assuré depuis le départ de l'assistance technique cubaine. Il était prévu 2 laboratoires régionaux à l'échéance du **31 décembre 2012** et **2 laboratoires à l'échéance du 30 juin 2013**. Jusqu'à présent aucun laboratoire n'est encore opérationnel.

Néanmoins, d'ici la fin de l'année civile, le réseau sera constitué de **6** laboratoires et non **4** comme prévus. Certes, il y aura un retard par rapport au calendrier initialement prévu mais l'acheminement des fonds notamment des 60 000 euros par le programme DEFI pour la construction d'un laboratoire aux Gonaïves et à Nord Mirebalais.

Ces 2 sites ont été choisis en fonction des priorités nationales en termes de santé publique. Nord Mirebalais est le lieu d'origine du foyer du choléra, et les Gonaïves en raison de l'incidence de cette maladie sur la ville et le département de l'Artibonite.

Les fonds de la Banque Mondiale, projet RESEPAG, le montant prévu était de **90 000 US\$**. Mais la stratégie adoptée par le laboratoire central pour l'implantation des unités décentralisées a permis la réhabilitation de **4** et non **2** laboratoires comme cela était initialement prévu (Cayes Jacmel, Fond des Nègres, Jérémie. Les laboratoires dans le sud seront inaugurés **le 31 juillet 2013**).

Les économies sont principalement dues aux critères choisis pour l'implémentation d'un laboratoire. « *un site à réhabiliter appartenant au MARNDR, disposant de l'eau et de l'électricité* ».

Afin d'assurer une couverture complète, le laboratoire recherche un financement additionnel celui-ci doit être introduit auprès du Trésor Public pour la construction de 4 laboratoires.

Concernant la formation des techniciens de laboratoires pour les laboratoires de proximité, une formation qualifiante sur plusieurs mois va prochainement débiter. Cette formation s'effectuera en centre par une Université reconnue (Tuskegee Université). Le choix s'est portée sur cette université pour s'assurer que la dispensée sera de qualité. Les stagiaires sont en cours de sélection. Ils seront **40** à raison de **4** techniciens par laboratoire. Le nombre de techniciens a été doublé par rapport aux prévisions faites dans le plan programmatique afin d'assurer une couverture complète (1 par section des laboratoires (microbiologie, bromatologie, parasitologie) et un coordonnateur). Le coût des formations est supporté par le projet RESEPAG et malgré l'augmentation du nombre de stagiaires les coûts seront maintenus dans les enveloppes initialement prévues.

Chapitre 4 : La Quarantaine

1 - Rappel des objectifs et de la stratégie de la politique sanitaire pour les services de santé animale

1.1 - L'OBJECTIF GLOBAL DE LA QUARANTAINE

L'objectif global pour la politique sanitaire pour les services de la quarantaine vise à «*assurer la sécurité sanitaire des produits agricoles et de pêche à travers les échanges commerciaux internationaux*».

Les résultats ultimes (impacts) attendus sont :

- *La diminution des pertes techniques et économiques liées à l'incidence de pestes et maladies exotiques*
- *Le maintien ou l'augmentation des exportations de produits végétaux et animaux haïtiens.*

Ces résultats ultimes seront mesurés à l'aide des indicateurs suivants :

- La mesure des rendements et/ou la marge brute par unité de produits;
- La valeur des exportations principalement en ce qui concerne le café, le cacao, la mangue et la langouste.

Tableau 22 : Valeur des exportations

	Situation de référence (9mois sur 2011 – 2012) (T/M)	2 nd semestre 2012 (T/M)	1 semestre 2013 (T/M)
Café	315,92	101,80	270,33
Cacao	1776,89	1879,55	1518,90
Mangue	4697,45	1491,77	5740,48
Langouste (congelée)	202,37	153,31	41,99
Langouste (vivante)	3,39	7,74	12,80

1.2 - LES OBJECTIFS SPECIFIQUES

Les objectifs spécifiques sont :

- *De disposer et mettre en œuvre une politique et une législation répondant aux enjeux du sous-secteur en matière de quarantaine animale et végétale ;*
- *De maintenir ou d'augmenter l'accès aux marchés internationaux pour les produits animaux et végétaux haïtiens.*

Les résultats attendus de la mise en œuvre de la stratégie de la politique de la Quarantaine sont :

- *La prévention contre l'introduction de maladies et pestes animales et végétales exotiques ;*
- *Le maintien ou l'augmentation de l'accès aux marchés internationaux pour les produits animaux et végétaux haïtiens.*

Ces résultats seront mesurés à l'aide des indicateurs suivants :

- Le nombre de notification de maladies ou de pestes exotiques ;
- Le nombre de pays ouverts aux exportations de produits végétaux et animaux haïtiens ;
- Les volumes de mangues refoulées notifiés par pays d'importation ;
- Les volumes de café refoulé (sacs de 60kg) notifiés par pays d'importation ;
- Les volumes de cacao refoulés notifiés par pays d'importation ;
- Les volumes de langouste refoulés notifiés par pays d'importation ;
- Le nombre de cas de refoulement de cargaisons exportées à l'insu de la quarantaine notifiés par pays d'importation.⁸

Tableau 23: Indicateurs des résultats intermédiaires « la prévention contre l'introduction de maladies et pestes animales et végétales exotiques et le maintien ou l'augmentation de l'accès aux marchés internationaux pour les produits animaux et végétaux haïtiens »

Indicateurs	2nd Semestre 2012			1er semestre 2013		
	Cible	Valeur atteinte	Ecart	Cible	Valeur atteinte	Ecart
Notification de maladie ou peste exotique)	0	0	0	0	0	0
Nombre de pays ouverts aux exportations de produits végétaux et animaux haïtiens	Tous pays	Tous pays	0	Tous pays	Tous pays	0
Volumes de mangues refoulés notifiés par pays d'importation	0	1 contain er	1 contai ner	0	0	0
Volumes de café refoulés (sacs de 60 kg) notifiés par pays d'importation	0	0	0	0	0	0
Volumes de cacao refoulés notifiés par pays d'importation	0	0	0	0	0	0
Volumes de langouste refoulés notifiés par pays d'importation	0	0	0	0	0	0
Cas de refoulement de cargaisons exportées à l'insu de la	0	0	0	0	0	0

⁸ Les indicateurs indiquant les refoulements de marchandises pourraient être revus afin d'intégrer une dimension positive des processus de contrôle de qualité et d'inspection de la quarantaine.

quarantaine, notifiés par pays d'importation						
---	--	--	--	--	--	--

Il n'y a pas d'écarts notables entre les valeurs cibles et les valeurs atteintes hormis en ce qui concerne un container de mangues refoulées par les Etats Unis. Pour l'instant, la protection des végétaux et la quarantaine ne disposent pas d'informations concernant ce refoulement. La Quarantaine et la Direction de la Protection des Végétaux attendent des explications de la part de l'Association des Exportateurs de Mangues.

2 - Les résultats

2.1 - AMELIORATION DE LA CAPACITE DU MARNDR A PILOTER, COORDONNER, NORMALISER ET CONTROLER LE SOUS-SECTEUR

211- Le niveau d'atteinte du résultat intermédiaire

Le résultat *l'amélioration de la capacité du MARNDR à piloter, coordonner, normaliser et contrôler le sous-secteur* sera mesuré à l'aide des indicateurs suivants *score PVS/IICA pour la Quarantaine Végétale et score PVS/OIE pour la Quarantaine Animale.*

Tableau 24 : Indicateurs pour le résultat intermédiaire Amélioration de la capacité du MARNDR à piloter, coordonner, normaliser et contrôler le sous-secteur

Indicateurs	Situation de référence	2e Semestre 2012			1 ^{er} Semestre 2013		
		Valeur Cible	Valeur atteinte	Ecart	Valeur Cible	Valeur atteinte	Ecart
score PVS/IICA	0,00	N/A		N/A	N/A		N/A
score PVS/OIE	1,5	N/A		N/A	N/A		N/A

212- Activités et produits

Tableau 25 : Indicateurs de produits pour le résultat « amélioration de la capacité du MARNDR à piloter, coordonner, normaliser et contrôler le sous-secteur »

Indicateurs	Situation de référence	2e Semestre 2012			1 ^{er} Semestre 2013		
		Valeur cible	Valeur réalisée	Ecart	Valeur Cible	Valeur Réalisée	Ecart
Bureau central de la Quarantaine renforcé (infrastructures, équipements, RH)	0	0	0	0	1	0	-1
Base de données établie, complète (nombre de postes de la quarantaine interconnectés)	0	1	0	-1	12	0	-12
Législation sur la Quarantaine mise à jour et conforme aux normes internationales	0	1	0	-1	1	0	-1
Rapport d'analyse des écarts pour Quarantaine Végétale	0	1	0	-1	1	0	-1
Stratégie Quinquennale pour la Quarantaine basée sur analyse des écarts OIE et IICA (Phytoprotecteurs)	0	1	1	0	0	0	0

Plan programmatique quinquennal basé sur la stratégie quinquennale (inclus dans plan programmatique pour les Services Vétérinaires et Services Phytosanitaires)	0	1	0	-1	1	0	- 1
Réunions nationales et binationales	0	3	3	0	3	2	- 1
Nombre de dépliants distribués ; posters affichés ; messages radio et TV diffusés...	0	20 000	15 000	- 5 000	20 000	0	- 20 000

Tableau 26 : Niveau de réalisation des activités et des produits

Activités	Réalisation au 30 juin 2013	Niveau de réalisation
Le renforcement du bureau central	Activité partiellement réalisée. La quarantaine est provisoirement logée à Claircine en attendant la construction d'un bâtiment dédié dans l'enceinte du MARNDR. La Quarantaine a été renforcée par des dotations en matériel, véhicules et en personnel	80%
L'élaboration d'une base de données	Activité non réalisée	0%
L'élaboration de la législation sur la Quarantaine mise à jour et conforme aux normes internationales	Rapport provisoire remis par le consultant le 22 juin 2013 – collecte des commentaires auprès des services du MARNDR pour la rédaction du rapport final	80%
L'élaboration du rapport d'analyse des écarts pour la Quarantaine Végétale	Diagnostic réalisé par experts de l'IICA	15%
L'élaboration de la Stratégie Quinquennale basée sur l'analyse des écarts OIE et IICA, et l'élaboration du Plan Programmatique Quinquennal base sur la Stratégie Quinquennale	Voir DPSA	75%
L'organisation de réunions nationales et binationales	Des réunions sont tenues mais la fréquence pour les réunions nationales et le calendrier ne sont pas respectés	50%
La distribution de dépliants et la diffusion de messages radio et TV	Des posters ont été édités par la Banque Mondiale dans le cadre de PRECONIA. Ces posters ont été affichés aux postes de frontières	30%

a - Le renforcement du Bureau Central

Le bureau central de la Quarantaine ayant subi des dommages importants le 12 janvier 2010, aussi a-t-il décidé d'en construire un nouveau dans l'enceinte du MARNDR. Ce dernier est en cours de construction, il sera achevé au cours du second semestre 2013. Pour l'heure, les services de la Quarantaine sont logés à la station de Claircine.

Les services ont été renforcés avec l'appui de deux médecins vétérinaires formés à Cuba : l'un est responsable de poste à l'aéroport et l'autre au Port. Un contractuel a également été embauché pour appuyer la Quarantaine dans le classement des documents.

L'IICA a donné six (6) pick-up Nissan afin d'améliorer le suivi sur le terrain. Néanmoins, il n'y a plus de dotation en carburant. Aussi les véhicules sont consignés dans l'enceinte de la

Quarantaine. Ils seront affectés aux Gonaïves et au Cap Haïtien. Le retard accusé dans la distribution des véhicules est du au fait que les numéros de moteur figurant dans les papiers n'étaient pas conformes à ceux des voitures.

Le programme DEFI a doté en termes de matériels de bureau la Quarantaine.

Quatre (4) formations ont été déjà réalisées sur les structures de contrôle pour les inspecteurs et 4 cadres sont formés en République Dominicaine et les E.U sur les questions relatives à la quarantaine.

b - L'élaboration d'une base de données

La base de données n'est pas encore conçue et élaborée. Le recrutement du consultant n'a pas encore été réalisé et la mise en réseau des postes n'est pas non plus réalisée en raison de la non réhabilitation et/ou construction des postes de quarantaine.

c - L'élaboration de la législation sur la Quarantaine mise à jour et conforme aux normes internationales

Un consultant a été recruté. Un rapport provisoire a été remis à la Quarantaine le 22 juin 2013 avec du retard. Celui-ci est du au fait que les documents relatifs au recrutement du consultant ont été déposés avec retard, et par conséquent l'avis de non objection a été émis plus tard que prévu.

d - L'élaboration du rapport d'analyse des écarts pour la Quarantaine Végétale

Le rapport d'analyse des écarts pour la Quarantaine Végétale n'est pas encore élaboré. (Voir item sur la protection des végétaux). Seul le rapport de diagnostic a été réalisé par une équipe d'experts de l'IICA.

e - L'élaboration de Stratégie Quinquennale pour la Quarantaine basée sur analyse des écarts OIE et IICA et l'élaboration du Plan programmatique quinquennal basé sur la stratégie quinquennale

(Voir DPV)

f - L'organisation de réunions nationales et binationales

Une réunion a lieu **chaque vendredi** avec le projet « *Renforcement de la Quarantaine Internationale République d'Haïti et République Dominicaine* » financé par l'USDA et mis en œuvre à travers l'IICA. Concernant le calendrier des réunions binationales celui est respecté ce qui n'est pas le cas des réunions nationales (Quarantaine et autres Directions chargées de la Protection Zoo et Phyto Sanitaires et le secteur privé). Les réunions avec le secteur privé ne sont pas tenues en raison de la non mobilisation des fonds au niveau de l'IICA.

La Quarantaine a participé à deux (2) réunions binationales au cours du dernier semestre.

g - La distributions de dépliants et la diffusion de messages radio et TV

Des posters financés par la Banque Mondiale ont été édités dans le cadre du projet de lutte contre la grippe aviaire. Ils ont été notamment disposés à l'aéroport ou positionnés sur des lieux de

passage. Ayant subi des dommages notamment à l'aéroport international Toussaint Louverture), la quarantaine a procédé à leur déplacement afin de les protéger et tout maintenant une visibilité.

Les messages radio n'ont pas été diffusés et les dépliants n'ont pas été édités en raison de la non finition des postes. Les maquettes sont préparées.

2.2 - SERVICE DE CONTROLE ET D'INSPECTION AUX FRONTIERES RENFORCE

Le résultat *le service de contrôle et d'inspection aux frontières renforcé* sera mesuré à l'aide des indicateurs suivants *score PVS/IICA pour la Quarantaine Végétale* et *score PVS/OIE pour la Quarantaine Animale*.

221 - Activités et produits

Tableau 27 : Indicateurs d'activité et de produits pour le résultat intermédiaire service de contrôle et d'inspection aux frontières renforcé

Indicateurs	2nd Semestre 2012			1er semestre 2013			
	Situation de référence	Cible	Valeur atteinte	Ecart	Cible	Valeur atteinte	Ecart
Nombre de postes de quarantaine construits ou réhabilités (infrastructures)	0	10	4	- 6	10	4	- 6
Nombre de postes de quarantaine équipés	0	0	0	0	12	4	- 8
Nombre de postes de quarantaine staffés conformément aux besoins	0	14	0	- 14	14	4	- 10
Manuel de procédures révisé disponible pour application par les inspecteurs	0	1	0	- 1	1	0	- 1

a - La réhabilitation et/ou la construction, l'équipement des postes de quarantaine

1 seul poste de quarantaine, celui de l'Aéroport de Port-au-Prince est à ce jour fonctionnel c'est-à-dire doté de matériel et est réhabilité ou construit. **1** est construit mais non équipé.

3 sont en construction au stade de finition, **1** en cours de construction. **3** ont les études terminées et les appels d'offre pour la construction ou la réhabilitation vont être lancés, **2** ont les études en cours. Enfin **1** est sans financement, il s'agit de celui de Anse à Pitre.

La non atteinte des valeurs cibles dans les délais prévus s'explique notamment par les retards dans le lancement des études en raison de la difficulté à mobiliser les fonds.

L'achèvement de la construction et de la réhabilitation du réseau des postes de quarantaine sont prévus pour la direction de la Quarantaine pour la fin de l'exercice fiscal.

Tableau 28 : Etat d'avancement de la construction ou de la réhabilitation et de l'équipement des postes de quarantaine

Nom du poste	Financement	Statut
Poste Belladère	PRECONIA	En cours de construction (finition)
Poste Anse-à-Pitre	RESEPAG	Construit
Poste Malepasse	Trésor Public et USDA/IICA	Construction réalisée mais aujourd'hui réhabilitation nécessaire en raison d'une inondation
Poste Ouanaminthe	PRECONIA	En cours de construction (finition)
Poste Port Miragoane	DEFI	En cours de construction (finition)
Poste Port Cap-Haïtien	USDA/IICA	En cours de construction
Poste Port Saint-Marc	USDA/IICA	Etudes terminées – prêt pour les AO
Poste Port Gonaïves (public)	USDA/IICA	Etudes terminées – prêt pour les AO
Poste Port Gonaïves (privé)	DEFI	Etudes terminées – prêt pour les AO
Poste du Port Port-au-Prince (1 public + 7 terminaux privés)	DEFI	Etudes en cours
Poste Port-de-Paix	DEFI	Etudes en cours
Poste Aéroport Cap-Haïtien	USDA/IICA	Etudes terminées – AO en cours
Poste Aéroport Port-au-Prince	USDA/IICA	Terminé

b - Le recrutement du personnel pour les postes de quarantaine conformément aux besoins

La plupart des postes sont encore en manque de personnel mais d'ici la fin de l'exercice fiscal, les recrutements devraient être achevés par la Direction de la Quarantaine et payés avec les fonds générés. Du personnel avait été mis à disposition par les Directeurs de DDA mais les profils ne correspondaient.

Tableau 29 : Etat d'avancement du processus de recrutement de personnel pour les postes frontières

Nom du poste	Effectif prévu	Effectif présent	Ecart
Belladère	3 inspecteurs	2 inspecteurs payés par le MARNDR	- 1
Anse-à-Pitre	2 inspecteurs	1 inspecteur payé par DEFI	- 1
Malpasse	5 inspecteurs	4 inspecteurs dont 1 contractuel (1 payés par la Quarantaine, 2 par DEFI, 2 par le MARNDR)	0
Ouanaminthe	4 inspecteurs	1 inspecteur	- 3
Port Miragoane	2 inspecteurs	1 inspecteur	- 1
Port Cap-Haïtien	1 inspecteur	1 inspecteur prêté par la DPSA et payé par le MARNDR	0
Port Saint-Marc	2 inspecteurs	1 inspecteur est parti en bourse et pas encore remplacé	- 2
Port Gonaïves (public)	1 inspecteur	0	- 1
Port Gonaïves (privé)	2 inspecteurs	0	- 2
Port Port-au-Prince	9 inspecteurs	9 inspecteurs + 1 médecin vétérinaire	+ 1
Port-de-Paix	2 inspecteurs	1 inspecteur	- 1
Aéroport Cap-Haïtien	2 inspecteurs	1 inspecteur	- 1
Aéroport Port-au-Prince	14 inspecteurs	8 inspecteurs (1 payé par DEFI et 4 par la Quarantaine, 2 par le MANRD) + 1 médecin vétérinaire	- 5

c - L'élaboration du manuel de procédures

Le consultant pour la révision du Manuel de procédures n'a pas encore été recruté par les services de la Quarantaine. On attend le projet de loi sur la Quarantaine dont le consultant a déjà remis un rapport provisoire. Des éléments contenus dans les Termes de Référence du consultant sont déjà compris pour l'élaboration du Manuel de Procédures.

2.3 - MAINTIEN DE LA CLEARANCE DE L'USDA POUR L'EXPORTATION DES MANGUES VERS LES USA

231 - Le résultat intermédiaire

Le résultat intermédiaire est *le maintien de la clearance de l'USDA pour l'exportation des mangues vers les USA*. L'indicateur sera le maintien de la clearance.

Les conditions d'envoi des mangues pour l'exportation selon les exigences de l'USDA sont maintenues. Pour l'heure, un travail est réalisé par la Direction de la Protection Végétale pour améliorer la traçabilité. Mais ce travail connaît des difficultés notamment en raison du peu de vergers à mangue et de la trop grande dispersion des zones de production.

232- Activités et produits

Des inspecteurs de l'USDA sont présents dans chaque usine où les mangues sont traitées avant l'exportation.

**Tableau 30 : Indicateur pour les activités et les produits liés au résultat intermédiaire
Maintien de la clearance de l'USDA pour l'exportation des mangues vers les USA**

Indicateurs	2nd Semestre 2012			1er semestre 2013			
	Situation de référence	Cible	Valeur atteinte	Ecart	Cible	Valeur atteinte	Ecart
Inspection des usines de traitement de mangues réalisée conformément aux exigences de l'USDA							

Chapitre 5 : Ressources financières

1 - L'allocation des ressources

1.1 - LES PARTENAIRES TECHNIQUES ET FINANCIERS AUX DIFFERENTES ENTITES DE LA PROTECTION ZOO ET PHYTOSANITAIRE

Sur le second semestre 2012, 10 457 697 US\$ étaient alloués au secteur de la protection sanitaire avec la répartition ci-jointe. (Voir tableaux ci-dessous)

Sources	% du Montant total alloué
DEFI	40,45%
RESEPG1	5,06%
RESEPG 2	29,58%
TP	12,84%
USDA/IICA	12,07%
	100,00%

Entité	Montant (en US\$)	Montant en % du Total
DPSA	4 188 610	40,05%
DPVt	2600695	24,87%
Quarantaine	2 339 464	22,37%
LVAOCQ	1 329 128	12,71%
Total	10 457 897	100,00%

Sur le 1^{er} trimestre 2013, 6 453 633 US\$ étaient alloués au secteur de la protection sanitaire avec la répartition ci-joint (voir tableaux ci-dessous)

Sources	% du Montant total alloué
DEFI	24,85%
RESEPG1	5,83%
RESEPG 2	38,66%
TP	19,06%
USDA/IICA	11,60%
	100,00%

Entité	Montant (en US\$)	Montant en % du Total
DPSA	2 462 543	38,16%

DPVt	1787662	27,70%
Quarantaine	1 524 164	23,62%
LVAOCQ	679 264	10,53%
Total	6 453 633	100,00%

1.2 - LES FONDS GENERES

Les fonds générés sont des ressources financières issues des prestations effectuées par des services de la protection zoo et phytosanitaires : analyse, de laboratoire, certificat d'importation ou d'exportation de produits animaux et végétaux, vaccinations. Ces recettes sont principalement affectées au fonctionnement des services et il n'est pas possible aujourd'hui de lier les dépenses effectuées aux produits des plans programmatiques.

Les trois tableaux ci-dessous font état des recettes générées au cours des 12 derniers mois. Ces fonds sont donc à ajouter à la contribution du Trésor Public.

Tableau 31 : Fonds générés auprès de la Direction de la Protection et de la Santé Animale (Recettes)(USD)

	2 nd Semestre 2012		1 ^{er} Semestre 2013	
	Juillet - Sept	Oct - Déc	Janv - Mars	Avril – Juin
Recettes	3 495	1 163	456	Données non disponible

Tableau 32 : Fonds générés auprès du Laboratoire de Tamarinier (Recettes et Dépenses)(USD)

	2 nd Semestre 2012						1 ^{er} Semestre 2013						Total	
	Juillet	Août	Sept	Oct	Nov	Déc	Jan	Fev	Mars	Avril	Mai	Juin		
Recettes	1190,7	1490,8	1459,3	2269,3	2108,1	1586,0	2118,6	622,1	62,8	1167,4	1160,5	133,7	15369,4	
Dépenses	1343,8	1339,0	1534,9	917,0	1562,2	1472,6	325,8	246,5	207,1	1373,1	269,6	42,3	10634,1	
Balance	-153,1	151,7	-75,6	1352,3	546,0	113,4	1792,8	375,6	-	144,3	-205,7	890,8	91,4	4735,3

Tableau 33 : Fonds générés auprès de la Direction de la Quarantaine (Recettes et Dépenses)(USD)

2 nd Semestre 2012	1 ^{er} Semestre 2013
-------------------------------	-------------------------------

	Juill et	Août	Sept	Oct	Nov	Déc	Jan	Fev	Mar s	Avri l	Mai	Juin	Tota l
Recette s	1004 1	1123 4	9684	1045 9	1052 4	1022 1	9565	9416	1019 1	1290 5	1306 6	1060 1	1279 06

2 - Ressources, emplois et écart
2.1 - SECOND SEMESTRE 2012

Tableau 34 : Ressources et emplois des ressources 2nd semestre 2012 ventilés par groupes de produits et selon les sources

ENTITES	PRODUITS	DEFI			RESEPAG			RESEPAG II			TRESOR PUBLIC			IICA/USDA		
		Coûts prévus	Dépenses réalisées	Ecart	Coûts prévus	Dépenses réalisées	Ecart	Coûts prévus	Dépenses réalisées	Ecart	Coûts prévus	Dépenses réalisées	Ecart	Coûts prévus	Dépenses réalisées	Ecart
DPSA	Amélioration de la capacité du MARNDR à piloter, contrôler, normaliser le sous-secteur, en accord avec les conventions internationales															
	Système national d'épidémiologie animale fonctionnel [collecte et transmission de données sanitaires, traitement et diffusion de l'information]	1 783 815	197 103	- 1 586 711	55 000	N/A	N/A	1 941 500	N/A	N/A	408 295	388 908	- 19 387			
	Système de prophylaxie et lutte contre les maladies animales et zoonoses efficace, efficient, durable															
DPVT	Amélioration de la capacité du MARNDR à piloter, contrôler, normaliser le sous-secteur															
	Un système d'épidémiologie-vigilance végétale amélioré	1 183 195	223 039	- 960 155				887 842	N/A	N/A	529 658	327 964	- 201 694			
	Un système de protection des cultures plus efficace, plus efficient, plus durable															

Quarantine	Amélioration de la capacité du MARNDR à piloter, coordonner, normaliser, contrôler le sous-secteur	258 500	74 51 3	- 183 986	474 0 00	N/A	N/A	40 000	N/A	N/A	304 76 4	87787
	Service de contrôle et inspection aux frontières renforcé											
	Maintien de la clearance de l'USDA pour l'exportation des mangues vers les USA											
Laboratoire	Système national de contrôle de qualité amélioré / niveau central	1 004 8 64	115 6 43	- 889 220				224 00 0	N/A	N/A	100 26 4	77 804
	Système national de contrôle de qualité amélioré / niveau décentralisé (Indicateur =nb analyses réalisées)											
TOTAL		4 230 3 74	610 298	- 2 475 931	529 000	N/A	N/A	3 093 342			1 342 981	882 463

2.2 - 1^{ER} SEMESTRE 2013

Tableau 35 : Ressources et emplois des ressources 1er semestre 2013

ENTITES	PRODUITS	DEFI			RESEPAG			RESEPAG 2			TRESOR PUBLIC	
		Coûts prévus	Dépenses réalisées	Ecart	Coûts prévus	Dépenses réalisées	Ecart	Coûts prévus	Dépenses réalisées	Ecart	Coûts prévus	Dépenses réalisées
DPSA	Amélioration de la capacité du MARNDR à piloter, contrôler, normaliser le sous-secteur, en accord avec les conventions internationales											
	Système national d'épidémiologie animale fonctionnel [collecte et transmission de données sanitaires, traitement et diffusion de l'information]	1 008 248	165 053	- 843 195	30 000	N/A	N/A	1 016 000	N/A	N/A	408 295	433 718
	Système de prophylaxie et lutte contre les maladies animales et zoonoses efficace, efficient, durable											
DPV	Amélioration de la capacité du MARNDR à piloter, contrôler, normaliser le sous-secteur											
	Un système d'épidémiologie-vigilance végétale amélioré	491 893	145 806	- 346 087				878 940	N/A	N/A	416 829	250 642
	Un système de protection des cultures plus efficace, plus efficient, plus durable											
Quaranta	Amélioration de la capacité du MARNDR à piloter, coordonner,	14	60 02	+ 45	346 000	N/A	N/A	110 000	N/A	N/A	304 764	65 744

ine	normaliser, contrôler le sous-secteur	500	4	524								
	Service de contrôle et inspection aux frontières renforcé											
	Maintien de la clearance de l'USDA pour l'exportation des mangues vers les USA											
Laboratoire	Système national de contrôle de qualité amélioré / niveau central	89 000	69 520	- 19 480				490 000	N/A	N/A	100 264	2 464
	Système national de contrôle de qualité amélioré / niveau décentralisé (Indicateur =nb analyses réalisées)											
TOTAL		1 603 641	440 403	- 1 163 238	376 000	N/A	N/A	2 494 940	N/A	N/A	1 230 152	910 670

tout en garantissant une transparence dans la modalité d'exécution des dépenses et que celles-ci soient allouées conformément au(x) produit(s) pour lequel(s) elles sont destinées. C'est pour éviter une fongibilité de la dépense, fongibilité existante dès lors qu'il y a une gestion dans l'urgence.

La lourdeur perçue est due à d'autres facteurs tels que la non maîtrise de ces procédures par le personnel des projets d'une part et par le personnel des différentes entités de protection zoo et phyto sanitaires : demande formulée peu précise motivant une objection de la part des chargés de projets des PTF, demande non prévue dans le plan programmatique, absence de personnel dédié ou spécialisé au sein des Unité d'Exécution de Projet, confusion dans les modes de passation de marchés... autant de facteurs contribuant à ne pas pouvoir exécuter les plans programmatiques et à ne pas pouvoir absorber les fonds alloués.

Il serait sans aucun doute **utile qu'il y ait un renforcement de capacités à travers la formation des cadres chargés de formuler les requêtes dans les différentes entités et de l'ensemble du personnel des projets, formation aux procédures administratives, comptables et financières liées à la gestion d'un projet financé par des ressources externes.** Il faut parvenir à démystifier ces procédures.

3.2 - DES DIFFICULTES DE LA PROGRAMMATION

De tels écarts n'incombent pas seulement à l'exécution des projets mais ils proviennent également de la manière de programmer. Ainsi si l'on prend l'exemple des ressources allouées par le Trésor Public, celles-ci ont le taux d'absorption non en raison d'une plus grande souplesse dans les procédures de décaissement mais essentiellement en raison du fait que ce sont essentiellement des dépenses prévisibles. Ce sont les dépenses en personnel. C'est normal que les écarts soient plus faibles que pour les autres bailleurs.

Dans le futur, il serait utile de pouvoir revoir la programmation et de l'adapter aux capacités réelles des différentes entités tout en sachant que le renforcement des Unités d'Exécution des Projets en personnel spécialisé en nécessaire.

En outre, il convient de remarquer que pour certaines entités, le plan programmatique n'est pas encore la feuille de route ou l'outil de planification que l'on doit suivre et évaluer périodiquement afin de permettre des réallocations éventuelles en cours de l'année pour tenir de compte des évènements et tout simplement de la capacité de mise en œuvre des activités ou d'absorption.

Mais à l'issue de ce travail de rédaction de ce rapport, la plupart s'aperçoit de l'intérêt d'avoir un document programmatique permettant d'avoir une vision d'ensemble des activités à conduire au regard de résultats à atteindre.

conclusion hâtive consisterait à dire qu'il y a un refus a priori de transmettre les données et l'information y compris financière. Il existe une méfiance par rapport à l'exploitation des données et des informations pouvant être faite par un tiers mais dès lors que les directeurs et leurs personnels sont associés pleinement à l'analyse des données et des informations contenues dans les rapports, il n'y a pas de problème de rétention de l'information. En revanche, on note l'absence de culture de l'exhaustivité et d'analyse de l'information fondée sur l'évidence. L'information transmise est souvent parcellaire et des retours réguliers après une première prise de contact sont nécessaires pour aller davantage en profondeur dans l'analyse.

Par ailleurs, la non capitalisation des données et des informations ne permet qu'avec difficulté à tenter une analyse des écarts d'autant plus qu'il n'y a pas revues internes et externes de la qualité des données. On ne sait pas par exemple si toutes les données notamment de terrain sont collectées et transmises aux services systématiquement.

Un effort est indispensable pour doter les différentes directions d'outils de collecte notamment en utilisant la plateforme interactive du MARNDR. Il est possible avec la fonction « Formulaire » de créer des formulaires de collecte de données et de centraliser celles-ci sur la plateforme. Les données seraient alors exploitées sur des feuilles Excel puisque la fonctionnalité le permet.

Un effort est également indispensable pour mener les études notamment celles pour le recouvrement des coûts. Sans ce travail préalable avec la définition des méthodologies de calcul, il n'est pas possible de renseigner les indicateurs pour lesquels l'information est manquante.

2 - L'absence de comptabilité analytique coordonnée

Les données financières et comptables sont dans leur grande majorité disponibles mais il est difficile d'affecter une dépense à un produit pour la plupart des opérations à moins d'avoir une approche rétrospective. Par ailleurs, notamment au niveau des projets :

- RESEPAG qui ne tient pas une comptabilité rapprochant les produits aux dépenses mais par catégorie de dépense,
- DEFI (qui tient une comptabilité rapprochant les produits aux dépenses mais uniquement par rapport à son plan opérationnel et non rapport aux plans programmatiques.

Il conviendrait d'avoir une approche harmonisée dans les approches en termes de tenue de la comptabilité d'une part et de caler la comptabilité analytique sur les plans opérationnels et/ou plans programmatiques des sous-secteurs. Il est indispensable que le logiciel comptable financé par le RESEPAG envisage une comptabilité analytique prenant en considération la programmation opérationnelle des directions techniques à travers les plans programmatiques et/ou les plans opérationnels. Il convient d'avoir une comptabilité analytique à plusieurs entrées. **Si cette fonctionnalité n'est pas envisagée par le concepteur du logiciel, il sera difficile de pouvoir analyser l'efficacité des dépenses et des coûts de chaque opération.**

Par ailleurs, on remarque que **les informations financières et comptables ne sont pas transmises aux directions après que la réalisation de l'activité.** Il n'y a pas de rétro-information. La Direction n'est pas en mesure de connaître le coût d'une opération ou d'une activité, et par conséquent de mesurer l'efficacité.

l'exécution, et pour le RESEPAG notamment l'absence de spécialiste en protection zoo et phytosanitaire pouvant juger de la recevabilité de la requête.

Or un autre facteur de retard dans le financement des activités prévues dans les plans programmatiques est l'argumentation insuffisante de la requête motivant une objection des services de la BID et de la Banque Mondiale.

L'absence d'arguments et de motivations pour l'engagement de la dépense a pour conséquence une objection de la part des services de la BID et de la Banque Mondiale, et de fait un retard dans l'exécution des activités. Il s'agit de la même difficulté rencontrée lors de l'élaboration des rapports pour la transmission de l'information. Il convient de considérer cela comme étant un apprentissage pour délivrer une information précise et utile.